

EXPULSIONS ET RÉSISTANCE AU CAMBODGE

Cinq femmes
racontent
leur histoire

AMNESTY
INTERNATIONAL





EXPULSIONS ET RÉSISTANCE AU CAMBODGE

Cinq femmes
racontent
leur histoire

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



www.amnesty.fr

Les entretiens réalisés pour cette publication ont été menés entre février et septembre 2011. Tout le matériel source est enregistré et archivé chez Amnesty International. Ce document s'inscrit dans la campagne *Exigeons la dignité* d'Amnesty International, dont un volet s'intéresse aux violations des droits humains des personnes vivant dans des quartiers informels ou des bidonvilles.

Nous appelons les gouvernements à mettre fin aux expulsions forcées, à garantir un accès égal aux services publics et à encourager la participation active des personnes vivant dans des quartiers informels dans les prises de décisions et les processus ayant des conséquences pour leurs conditions de vie.

Les recommandations en rapport avec cette publication sont consignées dans le document *Expulsions et résistance au Cambodge, cinq femmes racontent leur histoire, Recommandations* (Index AI : ASA 23/007/2011). Pour en savoir plus sur le travail d'Amnesty International au Cambodge : *Rights razed : Forced evictions in Cambodia* (Index AI: ASA 23/002/2008).

Amnesty International a également produit une série de films sur les femmes présentées dans cette publication. À voir sur amnesty.org, le film documentaire complet, *Stories of eviction and resistance in Cambodia*, et cinq films consacrés à chacune de ces personnes.

Photo en couverture : Ten Heap porte son fils, Voeun Savong.
© Amnesty International

SOMMAIRE

CARTES 6

AVANT-PROPOS 8

LEURS MOTS 10



MAI 12



SOPHAL 22



HONG 32



HEAP 42



VANNY 52

POSTFACE 62

MOTS DE LA FIN 64

CARTES



Adaptation de la carte ONU n°3860 rev.4, janvier 2004.



Adapté d'une carte de Sahmakum Teang Tnaut (STT).

AVANT-PROPOS

Ces vingt dernières années ont vu le Cambodge émerger d'une période de conflit armé, d'effondrement économique et d'isolement. Pour les femmes du Cambodge, ces bouleversements sont la source à la fois d'opportunités et de défis. Tout en continuant d'être la colonne vertébrale de la famille et les gardiennes du foyer, les femmes ont pris leur place parmi certains des entrepreneurs, salariés, personnalités politiques, militants, artistes et dirigeants communautaires les plus admirables du pays.

Cependant, beaucoup de Cambodgiennes qui veulent profiter de ces nouvelles opportunités et se préserver des risques d'appauvrissement, de violence et d'exploitation sont entravées par la menace d'être expulsées de leurs foyers et de leurs terres. Les expulsions forcées consistent à éloigner contre leur gré des personnes de leur foyer ou des terres qu'ils occupent sans les protections juridiques et autres garanties prévues par le droit international relatif aux droits humains. Les expulsions forcées portent atteinte au droit des personnes à un logement convenable et sont interdites en vertu de plusieurs traités internationaux relatifs aux droits humains auxquels le Cambodge est partie.

De nombreux organes de surveillance des droits humains des Nations unies et des ONG nationales et internationales, dont Amnesty International, ont révélé l'incapacité systématique des autorités cambodgiennes à protéger les personnes contre les expulsions forcées.

Des expulsions forcées au nom du développement économique ont aujourd'hui lieu régulièrement dans tout le Cambodge, du fait que les notables locaux et les investisseurs étrangers cherchent à profiter d'un marché foncier récemment privatisé et à prendre le contrôle des ressources naturelles du pays. Les autorités gouvernementales apportent souvent leur concours actif aux expulsions forcées ou échouent à réagir quand les lois ne sont pas appliquées équitablement ou sont tout bonnement ignorées.

Le présent rapport raconte l'histoire de quatre femmes cambodgiennes, Mai, Sophal, Heap et Vanny, qui ont été expulsées de leurs foyers et de leurs terres ou y résistent. À lire également l'histoire de Hong, une femme d'une communauté autochtone, qui risque de perdre les forêts dont la survie de son peuple dépend depuis toujours.

Mai était enceinte de cinq mois quand elle a vu sa maison et tous ses biens partir en fumée. Quelques jours plus tard, elle a été envoyée en prison pour huit mois pour avoir essayé de défendre son droit au logement.

La communauté bouillonnante d'activité de Sophal, installée en centre-ville, a résisté aux expulsions pendant plus de trois ans, jusqu'à la nuit où elle a été encerclée et prise d'assaut par des centaines de policiers et d'une entreprise privée qui ont détruit le quartier en quelques heures seulement.

Hong est une Kuy, un des peuples autochtones du Cambodge vivant depuis des générations dans la forêt de Prey Lang. La forêt abrite Hong et sa communauté et leur fournit leurs moyens de subsistance. Avec la destruction en cours de la forêt, Hong prend désormais la tête de sa communauté dans la lutte pour protéger leur terre et leurs ressources naturelles.

Le mari de Heap a été arrêté et emprisonné sur des chefs d'accusation fallacieux le jour même où les autorités et un homme d'affaire se sont emparés des terres agricoles de son village. Sans terres et en l'absence de son mari, elle s'est soudainement retrouvée seule pour joindre les deux bouts pour elle-même et ses quatre enfants en bas âge.

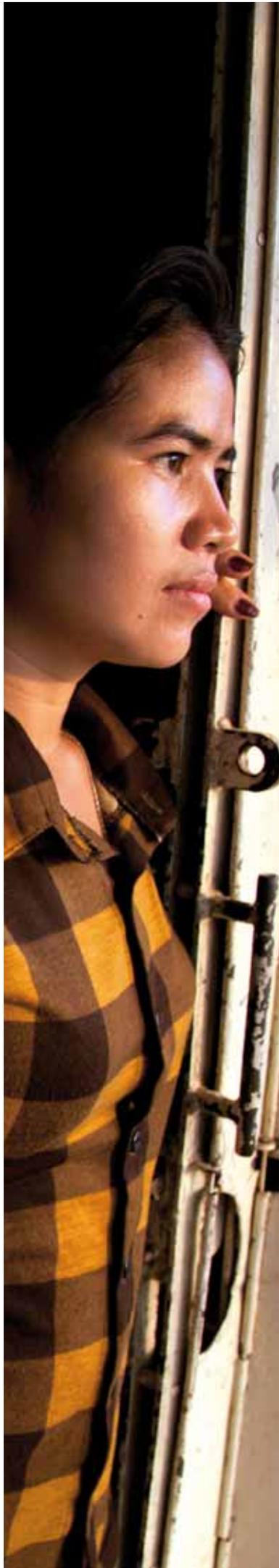
Vanny est l'une des figures de proue de la lutte médiatisée contre la plus grande série d'expulsions forcées depuis l'époque des Khmers rouges. Sa maison, sur les rives de ce qui reste du lac Boeung Kak au centre de Phnom Penh est menacée. Elle fait tout son possible pour protéger sa demeure et sa résistance a fini par payer. En août, le Premier ministre a signé un arrêté ordonnant qu'une partie du site de développement du lac Boeung Kak soit donnée aux habitants restants pour qu'ils s'y logent. Bien que tout ne soit pas clair encore et que certains habitants aient été exclus, il s'agit d'une grande victoire pour la communauté.

Ces cinq femmes ne vivent pas seules les épisodes de leurs luttes courageuses, les épreuves et les tristesses. Être expulsé ou devoir quitter son foyer et sa communauté sont des expériences traumatisantes. Voir sa maison, ses terres agricoles ou d'autres sources de moyens de subsistance détruits peut avoir des conséquences désastreuses pour les femmes comme pour les hommes, mais l'impact est souvent particulièrement fort sur les femmes.

Les expulsions forcées provoquent fréquemment l'effondrement des réseaux communautaires et des mécanismes informels de soutien sur lesquels les femmes comptent dans leur vie quotidienne. Elles se traduisent souvent par l'interruption de la scolarisation des enfants, un accès aux services de santé réduit, et la détérioration du bien-être physique et mental de la famille. Du fait que beaucoup de victimes d'expulsions sont réinstallées dans des zones éloignées des centres urbains et des opportunités de travail, les maris passent énormément de temps loin de leur famille, laissant leurs femmes seules pour s'occuper des tâches ménagères et des besoins de la famille.

Néanmoins, ces femmes ont développé des stratégies pour s'en sortir et subvenir durablement aux besoins de leurs familles. Les femmes dont l'histoire est racontée ici ont été expulsées et éloignées de leurs terres ou continuent à résister à une expulsion forcée avec un courage mêlé d'inquiétude, de colère et de résolution froide.





LEURS MOTS

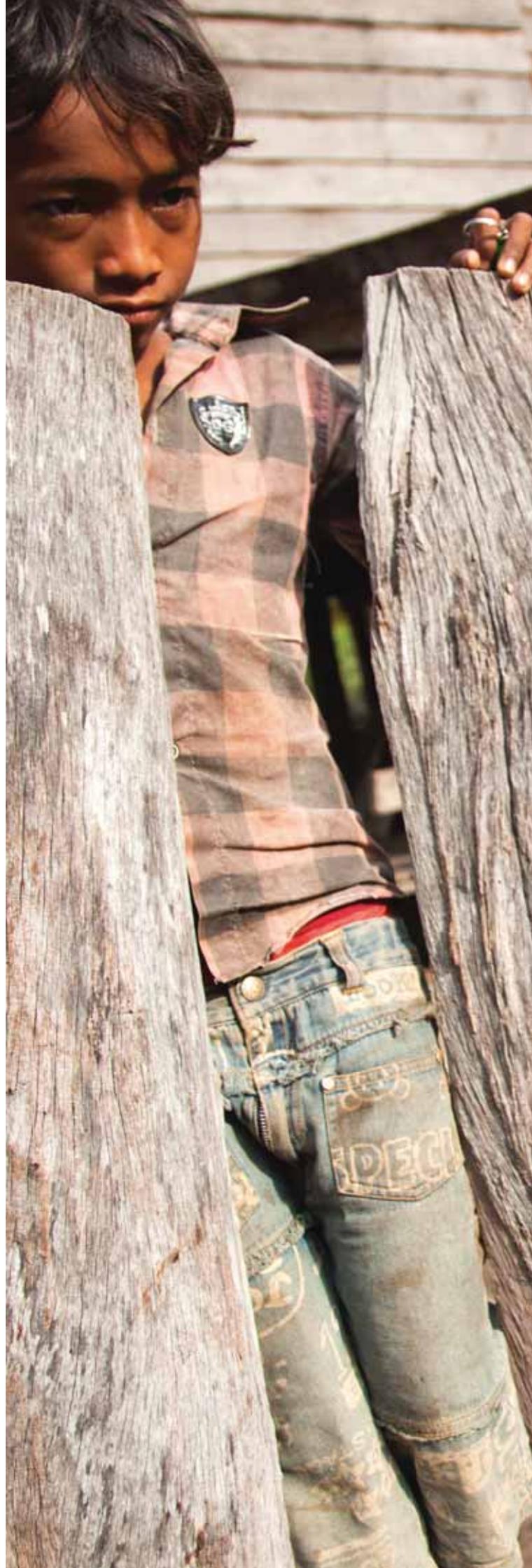
MAI

“

Ma maison, mes biens,
les cartes d'identité, les vêtements,
les photos, tout est parti en fumée.
Il ne restait rien.

”

Hoy Mai et ses deux fils, Ann Beuy à sa gauche
et Ann Samnang, dans le village de Taman, province
de Otdar Mean Cheay.





En 2008, les autorités cambodgiennes ont octroyé trois concessions foncières à des fins d'exploitation économiques à trois entreprises liées pour créer une plantation agro-industrielle de canne à sucre dans la province d'Otdar Mean Cheay. Les autorités n'ont pas consulté les familles vivant dans la région et ont commencé à les menacer et à les intimider pour leur faire quitter leurs foyers et leurs terres agricoles. En avril 2008, des ouvriers soupçonnés de faire partie du personnel de l'entreprise ont détruit près de 150 maisons. Les pressions sur les familles se sont poursuivies et en octobre 2009, plus de 100 maisons ont été rasées au sol par des bulldozers. De nombreuses familles se sont trouvées en situation de détresse, certaines n'ayant plus de toit, du fait de ces expulsions forcées. De nombreux membres de la communauté ont été arrêtés et emprisonnés.



Mai était enceinte de cinq mois lorsqu'elle a été arrêtée et jetée en prison, en octobre 2009. Elle avait parcouru plus de 250 kilomètres entre sa région d'origine dans la lointaine province d'Otdar Mean Cheay, au nord-ouest du Cambodge, et la capitale, Phnom Penh, pour demander au Premier ministre Hun Sen d'aider sa communauté à récupérer ses terres. Comme récompense pour ses efforts, elle a été accusée d'avoir enfreint la loi relative à l'exploitation forestière et envoyée derrière les barreaux.

Quelques jours auparavant, elle avait assisté, impuissante, à la destruction de sa maison et de 118 autres dans son village, rasées par des bulldozers et brûlées par près de 150 policiers, policiers militaires, agents de l'administration forestière et, de l'avis des villageois, ouvriers de l'entreprise.

En 2008, l'entreprise Angkor Sugar s'est vu octroyer une concession de plus de 6 500 hectares incluant le village de Mai. Ni l'entreprise ni les autorités n'ont fourni aux familles vivant dans la région des informations suffisantes sur les concessions ou sur le statut de leurs droits concernant leur logement et leurs terres agricoles. Les familles n'ont pas été consultées sur le projet de l'entreprise ou sur la façon dont elles allaient être touchées. Ignorant les protestations des habitants, les employés de l'entreprise auraient commencé à défricher leurs rizières, dont celle de Mai, pour y planter de la canne à sucre, peu après l'octroi de la concession. Mai explique que les ouvriers se sont emparés de la récolte de riz, privant ainsi Mai et sa communauté de l'aliment de base sur lequel ils comptaient pour se nourrir au cours de l'année à venir.

Destruction du village de Bos, où vivait Mai, octobre 2009. Cette séquence, que l'on retrouve dans le film *Stories of eviction and resistance in Cambodia* a été tournée par l'ONG Community Peacebuilding Network (CPN) avec un téléphone portable.



Les premières démolitions de maisons du village ont eu lieu en avril 2008 et ont été suivies par une campagne de menaces et d'intimidation conçue pour faire partir les familles restantes. Les habitants ont déclaré avoir subi des pressions visant à leur faire accepter des parcelles assignées par les autorités. En cas de refus, on leur a signifié qu'ils n'auraient rien et feraient l'objet d'enquêtes pénales. Les villageois ont affirmé que les nouvelles parcelles étaient nettement plus petites que les terrains qui leur étaient pris et que, dans certains cas, elles appartenaient déjà à une tierce partie. Malgré les pressions, la plupart des villageois ont rejeté l'offre.

« Nous avons couru à travers la forêt et traversé des rivières à la nage pour nous faire entendre par Samdech [le Premier ministre Hun Sen] à Phnom Penh. »

Le 9 octobre 2009, la police, la police militaire, des agents de l'administration forestière et d'autres personnes ont achevé de brûler et de détruire ce qu'il restait du village de Mai.

« Ma maison, mes biens, les cartes d'identité, les vêtements, les photos, tout est parti en fumée », se souvient Mai. « Il ne restait rien. » Les policiers pointaient leurs armes sur quiconque osait défendre sa maison ou ses biens. Craignant pour leur vie, les villageois ont fui, cherchant à s'abriter où ils le pouvaient.

Trois jours plus tard, Mai, son mari et six autres hommes ont entamé un rude voyage à pied pour trouver de l'aide. « Nous avons couru à travers la forêt et traversé des rivières à la nage pour nous faire entendre par Samdech [le Premier ministre Hun Sen] à Phnom Penh », explique Mai. « Nous pensions que seules les autorités municipales et provinciales étaient derrière tout cela, mais que si Samdech l'apprenait, il nous aiderait. » Lorsqu'ils sont enfin arrivés à Phnom Penh, Mai et ses compagnons se sont vu refuser une rencontre avec le Premier ministre ou tout autre fonctionnaire d'État. Découragés et épuisés, ils ont trouvé refuge dans une vieille pagode au centre ville.

« J'étais complètement bouleversée, je n'avais pas de chaussures... je ne portais qu'une chemise à manches courtes et une jupe, et je saignais, mais ils ne m'ont pas autorisée à prendre mes chaussures et mes vêtements. Ils m'ont trainée dans leur voiture. »

Durant la nuit, Mai a entendu des policiers approcher. Au cours des jours qui avaient mené à la destruction du village, la police avait arrêté un certain nombre de membres de la communauté, dans le cadre d'une stratégie visant à obliger les villageois à partir et à faire taire ceux qui résistaient. De peur d'être eux aussi arrêtés pour avoir essayé d'attirer l'attention du Premier ministre sur leur situation, le mari de Mai et trois autres hommes ont réussi à s'enfuir. Mais Mai, ralentie par sa grossesse, n'a pas pu courir assez longtemps et a été rattrapée par la police avec ses trois compagnons restants.

« J'étais complètement bouleversée, raconte Mai, je n'avais pas de chaussures... je ne portais qu'une chemise à manches courtes et une jupe, et je saignais, mais ils ne m'ont pas autorisée à prendre mes chaussures et mes vêtements. Ils m'ont trainée dans leur voiture. » Les trois hommes ont été relâchés peu après, mais Mai, accusée d'être la meneuse, a été placée en détention dans la prison de Siem Reap. Elle n'a eu aucune nouvelle de son mari depuis cette nuit.





Enceinte en prison

Officiellement accusée de crime au titre de la loi relative à l'exploitation forestière de 2002, Mai a passé les huit mois suivants derrière les barreaux et malgré ses craintes de faire une fausse couche, en raison de ses conditions de détention effroyables et de sa santé qui s'affaiblissait, elle a mené sa grossesse à terme. « C'était très difficile », raconte-t-elle. « J'étais malade et je saignais, je souffrais beaucoup. Personne ne s'occupait de moi. Mes enfants n'avaient pas les moyens de me rendre visite. »

Mai raconte que quand elle a commencé à avoir des contractions, son état était si déplorable que le directeur de la prison « n'a pas osé [la] garder en prison » et elle a été emmenée à l'hôpital public. Comme elle n'avait toujours pas accouché, les gardiens l'ont ramenée en prison, le jour même. Le travail a duré trois jours et trois nuits, qu'elle a passés en prison. Les gardiens l'ont ramenée à l'hôpital juste avant qu'elle n'accouche. « J'étais tellement triste et démoralisée », raconte-t-elle. « Sans mari à mes côtés et sans famille, je me sentais seule comme une veuve. » Quelques heures seulement après avoir accouché, elle a été ramenée en prison.

« J'étais malade et je saignais, je souffrais beaucoup. Personne ne s'occupait de moi. Mes enfants n'avaient pas les moyens de me rendre visite. »

Mai a appelé son fils Samnang, ce qui signifie « chanceux », parce qu'elle estime que c'est un miracle qu'il ait survécu. Elle a allaité Samnang pendant presque deux mois dans une cellule qu'elle partageait avec sept autres femmes. Faible et sous-alimentée, elle s'est occupée de son bébé et d'elle-même aussi bien qu'elle le pouvait. Le riz donné aux prisonnières était sale et à peine comestible.

À gauche: Mai et sa famille dans leur nouvelle maison dans le village de Taman.



Mai ne produisait pas assez de lait pour nourrir Samnang. Garder la cellule et leurs quelques habits propres était une tâche difficile. Mai raconte que sa santé et celle de son bébé ont été terriblement éprouvées.

En juin 2010, après huit mois de détention, Mai a finalement été emmenée devant le juge. Plutôt que de la juger pour déforestation illégale (le motif déclaré de son arrestation), le tribunal a déclaré à Mai qu'elle serait libérée si elle signait un accord par lequel elle retirait toute plainte concernant ses terres dans le village de Bos et acceptait le terrain de substitution. Mai a signé l'accord et fait le voyage de retour vers Otdar Mean Cheay. Elle n'a jamais reçu la parcelle de terre promise.

Retour dans la province d'Otdar Mean Cheay

Mai est rentrée dans sa province avec des sentiments mêlés. Elle était contente de retrouver ses plus jeunes enfants sains et saufs, vivant dans la petite maison en bois de sa fille aînée dans le village de Taman. Par contre, ses enfants plus âgés avaient choisi de traverser la frontière proche avec la Thaïlande pour chercher du travail. Elle a également entendu dire que son mari se trouvait en Thaïlande, mais personne n'a pu le lui confirmer.

Ni ses enfants ni son mari ne lui ont envoyé d'argent. Mai lutte désormais quotidiennement pour nourrir sa famille. Ses fils adolescents chassent des lézards et des grenouilles pour les vendre ou les manger. Sa fille de sept ans l'aide pour les tâches ménagères, notamment pour aller puiser de l'eau au puits du village la nuit (le seul moment où il n'est pas à sec). Samnang a maintenant un peu plus d'un an et Mai raconte qu'elle continuera de l'allaiter le plus longtemps possible en l'absence d'autre nourriture à lui donner. Sa fille est partie également en Thaïlande, lui confiant son bébé de deux mois plus jeune que Samnang. Elle essaye de nourrir sa famille avec deux petits plats de riz par jour, qu'elle reçoit des ONG ou de voisins solidaires, agrémentés de ce qu'ils arrivent à trouver.

Mai, 48 ans, a huit enfants âgés de 28 ans à un peu plus de 12 mois. Elle explique qu'elle ne souhaitait pas avoir autant d'enfants mais qu'on ne lui a jamais appris la contraception. Même avec tous ces enfants, avant l'expulsion « il y avait toujours assez de nourriture pour nourrir la famille... nous ne souffrions pas de la faim », raconte-t-elle en se souvenant de jours meilleurs. « Nous pouvions trouver du poisson



et de la viande, et cueillir des champignons [de quatre variétés différentes], pour les manger ou les vendre »

Mai est née et a grandi dans le village de Bos et sa famille a réussi à rester dans la région sous le régime des Khmers rouges. Mai a rencontré son mari, un soldat, peu après la chute des Khmers rouges en 1979.

De très nombreuses mines ont été enfouies dans la province d'Otdar Mean Cheay au cours de la guerre civile cambodgienne (1970-1975) et la population de Bos a peu évolué jusqu'en 1998, quand une partie des terrains a été déminée. En 2003, alors que la population dépassait les 200 foyers, les autorités locales ont donné cinq hectares supplémentaires de rizière à la famille de Mai et à d'autres familles du village. Le foyer familial était simple mais confortable. Mai avait creusé un puits, à proximité de sa maison, qui fournissait toute l'eau nécessaire. Une salle de bains séparée offrait une intimité tout en assurant l'hygiène. N'ayant pas l'électricité, la famille utilisait des lampes à pétrole, le soir. Bien qu'elle n'ait pas eu les moyens d'envoyer tous ses enfants à l'école, celle-ci était accessible à pied pour les deux qui y étaient inscrits.



Dans le sens des aiguilles d'une montre à partir de la gauche : Mai faisant la vaisselle. / Depuis son expulsion, Mai lutte pour nourrir sa famille ; parfois ils mangent des grenouilles ou des lézards. / Mai vit désormais chez sa sœur, dans le village de Taman. / Mai cuisinant avec Samnang dans les bras.



© Amnesty International



© Amnesty International



© Amnesty International

Des champs en friche

Aujourd'hui, il ne reste rien du village de Mai. À la place, des employés de l'entreprise armés gardent une plantation de canne à sucre entourée de champs en friche. Malgré l'interdiction nationale de 2002, la forêt autrefois luxuriante de la région a été en grande partie abattue au cours des dix dernières années et la majeure partie de la région a été découpée en parcelles octroyées à des entreprises privées sous forme de concessions foncières à des fins économiques.

Ces dix dernières années, les autorités ont intensifié l'octroi de concessions foncières à des investisseurs privés cambodgiens ou étrangers sans que les impacts sur les communautés vivant sur ces terres ou en dépendant soient convenablement étudiés ou atténués. Un rapport de 2007 du représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour les droits de l'homme au Cambodge concluait que les concessions foncières à des fins économiques « avaient un impact négatif sur les droits humains et sur les moyens de subsistance des communautés rurales ».

Les concessions accordées incluent souvent des habitations et des terres agricoles, ou empiètent dessus, sans que cela fasse l'objet d'une véritable consultation avec les communautés. Pour la plupart des personnes contraintes d'abandonner tout ou partie de leurs terres, l'indemnisation ou les terrains de réinstallation proposés ne sont généralement pas suffisants pour garantir un logement de substitution convenable ou les moyens de subsistance nécessaires. Les personnes sont souvent expulsées de force de leurs terres sans garanties juridiques.

Les recours légaux effectifs se sont généralement révélés inaccessibles à ceux qui ont essayé de contester la validité des concessions foncières à des fins économiques et l'acquisition de leurs terres. Les données précises ne sont pas accessibles au public, mais on estime que les concessions foncières à des fins économiques couvrent une surface qui représente plus de 50 % de l'ensemble des terres arables du Cambodge.

L'objectif officiel des concessions foncières à des fins économiques est le développement de plantations agro-industrielles. Le site du ministère de l'Agriculture montre que le 24 janvier 2008, trois concessions de 70 ans ont été accordées à des entreprises privées dans la province d'Otdar Mean Cheay, notamment dans des zones englobant le village de Bos. Chaque concession a été octroyée dans le même but : l'implantation d'une plantation sucrière et une usine de traitement. La création de plusieurs entreprises par un même propriétaire qui fait ensuite une demande de concessions contiguës est une façon fréquente de contourner la limite de 10 000 hectares pour les concessions foncières à des fins économiques prévue par la législation cambodgienne.

Dans le même temps, Mai s'est retrouvée sans ressources et sa famille a été déchirée. Elle se sent complètement abandonnée par les autorités. Elle accuse les autorités locales de sa situation. « Ceux qui devraient veiller sur les gens chaque jour, pourquoi laissent-ils [l'entreprise] accaparer leurs terres ? » Sans maison lui appartenant, sans rizière, sans mari et avec cinq enfants dont elle doit s'occuper, elle ne peut guère faire autre chose que survivre, jour après jour. « Je ne sais plus quoi espérer, dit-elle, il n'y a plus d'espoir. »

Hoy Mai a témoigné pour Amnesty International le 17 mars 2011.





© Amnesty International

“

Ceux qui devraient veiller sur les gens chaque jour, pourquoi
laissent-ils [l'entreprise] accaparer leurs terres ?

”

SOPHAL

“

Ils sont venus la nuit pour démolir les maisons. Je les ai suppliés de ne pas détruire ma maison et de me laisser prendre mes affaires. Mais ils ont refusé. Je n'ai pu sauver qu'une machine à coudre.

”

Roth Sophal (à gauche) et son jeune cousin, Khun Neary, dans leur nouvel appartement du site de relogement de Damnak Trayoung à Phnom Penh, en juin 2011.





Un matin de janvier 2009, quelque 400 familles ont été expulsées de force de leurs foyers de Dey Krahorn, au cœur de Phnom Penh. Les centaines d'agents de police et d'employés d'entreprises privées de démolition qui les ont attaquées étaient armées de haches, de marteaux, de barres de fer et de matraques électriques. Pendant que les bulldozers et les pelleteuses réduisaient leurs maisons en miettes, les habitants tentaient désespérément de sauver leurs biens, sous les tirs de balles en caoutchouc, de gaz lacrymogène et de canons à eau. Au cours des mois et des années précédant l'expulsion, des centaines d'autres familles, victimes d'actes d'intimidation, avaient fini par partir. Mais celles qui étaient restées continuaient à exiger le respect de leur droit à un logement adéquat, et notamment à une juste compensation. Les tentatives engagées pour négocier un accord équitable ou toute autre solution acceptable ont échoué. De nombreuses familles expulsées de force vivent à présent sur un site de relogement à la périphérie de Phnom Penh.



Sophal, âgée de 31 ans, est assise sur le sol carrelé de son appartement. Elle donne du riz à sa fille, Thida. L'appartement est un simple bloc de béton de quatre mètres sur dix, semblable à tous les logements du site de Damnak Trayoung. Sophal explique que son mari vit et travaille dans le centre ville de Phnom Penh et que sa famille et ses connaissances se sont éparpillées après l'expulsion forcée. Elle passe donc le plus clair de son temps seule avec Thida.

Damnak Trayoung se situe à environ 20 kilomètres du centre de Phnom Penh. La succession d'allées de bâtiments ressemblant à des hangars offre un contraste saisissant avec

le village de Dey Krahorn et sa communauté d'artistes et de musiciens, au cœur du quartier de Tonle Bassac de Phnom Penh.

Dey Krahorn signifie terre rouge en khmer. Le village doit son nom à la terre rouge déversée dans les marécages par les premiers habitants de l'ère post-Khmers rouges, pour créer les fondations de leurs maisons. Le ministère de la Culture et des Beaux-Arts a octroyé aux artistes et aux musiciens des lopins de terre à Dey Krahorn. D'autres habitants s'y sont installés au début des années quatre-vingt-dix après avoir été rapatriés à Phnom Penh depuis les camps de réfugiés de la frontière thaïe.

Vue aérienne de Dey Krahorm, à Phnom Penh, deux ans avant l'expulsion forcée



Au fil des années, de plus en plus de familles ont acheté des terrains dans le village, attirées par sa situation centrale et les opportunités d'emploi.

Sophal avait 11 ans en 1990, lorsque sa famille a fait l'acquisition d'un lopin de terre à Dey Krahorm, a construit une maison et y a emménagé. Au fil des années, le village et Phnom Penh ont radicalement changé sous ses yeux. Les Accords de Paris, dont l'objectif était de mettre un terme à des décennies de conflit interne, ont été signés en 1991. Peu de temps après, les étrangers travaillant pour les Nations unies et une nuée d'organisations de développement ont afflué. Le centre ville a

connu une urbanisation rapide, les Cambodgiens cherchant à profiter de la nouvelle ère de développement économique.

Sophal a grandi dans un climat d'optimisme et rêvait de devenir couturière professionnelle. Lorsqu'elle a été assez grande, elle a installé à son domicile un salon de manucure et un atelier de couture. Les gens vivant à proximité du village passaient donc souvent. Elle a épousé Sokhal. Son mari est unijambiste.

« Beaucoup d'hommes du village m'ont demandée en mariage, mais je ne les aimais pas du tout. Je trouvais que les hommes ne

respectaient pas les femmes», dit Sophal. « Mais mon mari, je l'ai choisi. Il est handicapé, mais il n'est pas comme les autres... Ce n'est pas un feignant. » Après leur mariage, Sokha a trouvé un travail dans une imprimerie proche de chez eux et il rentrait tous les soirs pour dîner. Sophal et sa famille travaillaient dur et appréciaient le sentiment d'appartenance à une communauté, les services et les infrastructures que la ville avait à offrir.

Mais au milieu des années deux mille, la menace s'est abattue sur Dey Krahom. La municipalité de Phnom Penh, avec l'aide d'entreprises, a systématiquement rasé les logements anciens autour du quartier de Tonle Bassac pour faire place nette à des bâtiments neufs et luxueux. Elle projetait de construire de nouveaux immeubles pour le gouvernement, des hôtels haut de gamme et une nouvelle ambassade d'Australie. Les familles qui s'étaient installées à Dey Krahom et dans les villages alentour, ou qui y avaient acheté des terres, occupaient le terrain le plus prisé de Phnom Penh. Avec l'explosion des prix de l'immobilier, les hommes d'affaires et le gouvernement ont jeté leur dévolu sur ces villages « mal placés ». Les enjeux étaient de taille : en 2007, le site de 3,6 ha. a été évalué par une agence immobilière locale à environ 44 millions de dollars des États-Unis.

Promesses non tenues

À Dey Krahom, les rues n'étaient pas pavées, et les maisons pas bien alignées. Aucun des quelque 800 foyers, bien que possédant des documents délivrés au fil des années par les autorités locales, ne disposait de titre formel de propriété. Les maisons allaient de la cabane branlante en bois à la villa de brique sur deux étages. De nombreuses familles de

Dey Krahom étaient pauvres, mais malgré cela, elles participaient efficacement à l'économie du village et de la ville alentour. À force de travail, elles avaient réussi à améliorer leurs conditions de vie. D'après le droit foncier cambodgien, les habitants de Dey Krahom s'étant installés avant 2001 et remplissant certaines conditions prévues par la loi, pouvaient se prévaloir d'être propriétaires et déposer une demande de titre de propriété. Mais ces demandes ont été purement et simplement rejetées ou ignorées.

« Ils ne sont jamais venus me voir en personne, moi, la propriétaire de la maison. Il n'y avait aucun dialogue avec la population. »

« Lorsque les problèmes avec l'entreprise sont apparus, nous avons tous décidé de demander des titres de propriété... aux autorités », explique Sophal. « La demande a été faite, et... nous avons attendu et attendu encore... en vain. » Ce que Sophal ignorait, c'est qu'une entreprise du nom de 7NG avait obtenu le titre de propriété en décembre 2006.

En 2005, 7NG avait déjà fait des propositions aux chefs du village de Dey Krahom, en vue d'échanger la terre contre des maisons construites sur des terrains bon marché à Damnak Trayoung, à la périphérie de la ville. Deux ans auparavant, le Premier ministre Hun Sen avait promis que Dey Krahom serait le premier des villages pauvres urbains de Phnom Penh à obtenir une reconnaissance officielle et un soutien en vue de sa modernisation.

Lorsque les habitants ont découvert que, au lieu de mettre en œuvre la modernisation promise, les chefs du village avaient accepté en leur nom de céder la terre, ils étaient furieux. Or, en droit cambodgien, les chefs n'ont pas ce pouvoir. Le contrat était donc juridiquement nul.

Les habitants de Dey Krahorm peignent le mot « paix » sur un panneau en signe de protestation, avant leur expulsion forcée en janvier 2009.

« Ils ne sont jamais venus me voir en personne, moi, la propriétaire de la maison », explique Sophal. « Il n'y avait aucun dialogue avec la population. » Les habitants ont démis les chefs de leurs fonctions et ont porté plainte pour abus de confiance afin de faire annuler le contrat. Les tribunaux n'ont pas donné suite.

Le combat commence

Pour la famille et le village de Sophal, cet événement a marqué le début d'un combat de trois ans, dont l'issue allait bouleverser leurs vies. L'entreprise et les autorités ont exercé des pressions sur les habitants afin qu'ils acceptent leur proposition et déménagent dans un logement de Damnak Trayoung ou acceptent une compensation de 8 000 dollars. Les pressions se faisant de plus en plus fortes, des centaines de familles parmi les 800 installées à Dey Krahorm ont rassemblé leurs affaires et sont parties.

Pour la famille de Sophal, il était inenvisageable de quitter le foyer de Dey Krahorm contre seulement 8 000 dollars. « Je n'ai pas accepté. J'ai refusé de transiger pour 8 000 dollars. Car un déménagement aurait mis un terme à mes activités, exercées à mon domicile. J'aurais perdu mes sources de revenus. » Pour les familles comme celle de Sophal, qui ont décidé de refuser l'offre et de rester, l'entreprise a mis ses menaces à exécution.

« Parfois, l'entreprise venait la nuit », se souvient Sophal. « Ils venaient la nuit pour démolir les maisons. Nous avons protesté tous ensemble mais ils étaient bien équipés. Nous, les habitants, n'avions que nos mains pour nous unir... Il y a eu des disputes entre l'entreprise et la population. Cela s'est produit très souvent, jusqu'à ce qu'un jour [l'entreprise] s'en prenne à nous. Ils ont menotté les gens, les ont battus...



ceux qui portaient des bottes militaires ont frappé des gens à coups de pied. Je l'ai vu de mes yeux... Nous avons essayé de résoudre le problème pacifiquement ; la violence contre la population n'était pas nécessaire. »

Certains meneurs de la contestation ont cédé aux pressions et ont vendu leurs terrains à l'entreprise. Les autres ont riposté et organisé des conférences de presse et des concerts pour montrer au public une communauté créative, productive et déterminée à se battre pour son droit à conserver sa terre ou à recevoir une compensation adéquate.

Sophal a participé aux manifestations régulières devant la mairie. « Nous nous sommes rendus [à la mairie] pour demander une solution. Puis nous sommes allés voir l'entreprise. Ensuite, nous sommes allés chez Samdech [le Premier ministre Hun Sen], nous avons remis des documents au garde », explique-t-elle. « Et nous avons attendu. Nous avons attendu mais n'avons jamais eu aucune nouvelle... », soupire Sophal. « Nous avons fait tout ce que nous pouvions. »

Fin 2008, le mouvement de résistance des habitants a enfin commencé à porter ses fruits. 7NG semblait prête à négocier le montant de la compensation. Mais au même moment, des rumeurs ont commencé à circuler : une expulsion de tout le village allait avoir lieu. Les habitants ont monté la garde tous les soirs, sans savoir s'ils allaient être encerclés et attaqués avant le lever du soleil. La nuit « nous avons organisé des tours de garde », explique Sophal. « Trois par trois [...] pour surveiller les allées et venues de l'entreprise. »

En janvier 2009, l'entreprise a proposé aux familles qui restaient 20 000 dollars pour partir. Plusieurs d'entre elles ont immédiatement accepté. D'autres qui avaient les maisons et les terrains les plus grands et qui pensaient que leur propriété valait beaucoup plus ont refusé. Certaines ont fait de modestes contre-propositions, mais ces tentatives de négocier plus équitablement ont échoué.

Après en avoir débattu avec ses proches, la mère de Sophal a décidé d'accepter la proposition qui lui était faite. Thida était née un mois auparavant et Sophal avait hâte que la situation de sa famille se stabilise. « J'étais prête à céder pour 20 000 dollars », se rappelle-t-elle. « Je pensais utiliser cet argent pour acheter une maison convenable, mais il fallait qu'elle soit à Phnom Penh, près du lieu de travail de mon mari et de l'école de mes neveux. » Lorsque sa mère s'est entretenue avec les représentants de 7NG, on lui a dit de revenir après le Nouvel An chinois. « Mais ils nous ont expulsés juste avant », dit-elle.

Gaz lacrymogène et balles en caoutchouc

L'expulsion forcée des quelque 400 familles de Dey Krahom a eu lieu le matin du samedi 24 janvier 2009. À deux heures du matin, la police a barré les rues autour des villages. Au lever du soleil, à six heures, des centaines d'agents de police et de militaires armés ainsi que des équipes de démolition ont pénétré dans le village. Les bulldozers et les pelleteuses qui les accompagnaient ont commencé à détruire les maisons.

Dans un dernier élan de solidarité et de résistance, les habitants apeurés ont formé une chaîne humaine autour du village. Mais même la présence de journalistes et de défenseurs des droits humains n'a pas dissuadé la police. Elle a continué à tirer du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc, pendant que les équipes de démolition détruisaient les maisons à l'aide de masses et de haches. Quelques habitants se sont enfermés chez eux, mais les assaillants se sont introduits dans les maisons pour les mettre à sac, sans se soucier de la sécurité de leurs occupants.

« Ils ont dit que si j'étais blessée, ils ne seraient pas responsables et que je devais m'écarter. Alors, j'ai juste pris mon enfant dans mes bras et nous sommes parties. »

« Je les ai suppliés de ne pas détruire ma maison et de me laisser récupérer mes affaires », déclare Sophal. « Mais ils ont refusé. Ils ont dit que si j'étais blessée, ils ne seraient pas responsables et que je devais m'écarter. Alors, j'ai juste pris mon enfant dans mes bras et nous sommes parties. J'ai essayé de retrouver ma mère [...] mais ils ont lâché de la fumée toxique [du gaz lacrymogène]. Ils l'ont envoyée dans toutes les



De gauche à droite: Thida dans les bras de sa mère, Sophal, au milieu des décombres. / Les maisons et les boutiques sont détruites. / La destruction de Dey Krahorm, en janvier 2009.



directions... Personne n'arrivait plus à respirer... Une de mes sœurs, qui avait le tétanos, était à l'étage lorsque le bulldozer a rasé la maison », se souvient Sophal; et des larmes roulent sur ses joues. « Elle est tombée et un clou l'a blessée. » La maison de la famille de Sophal et tout ce qu'elle possédait a été « réduit en miettes ». « Je n'ai pu sauver qu'une machine à coudre. »

À la mi-journée, le village de Dey Krahorm avait cessé d'exister.

Un camion appartenant à l'entreprise a emmené les familles traumatisées à Damnak Trayoung à environ 20 kilomètres. « Ils nous ont demandé si nous voulions monter, [mais] nous n'avions pas le choix », se rappelle Sophal. Les familles ont été déposées sur le bas-côté d'une route poussiéreuse à l'entrée du site de relogement. « Le premier jour, se rappelle Sophal, lorsque je suis arrivée à Damnak Trayoung, j'ai regardé autour de moi et j'ai eu l'impression d'avoir été déportée de mon village, où ma famille et moi avions toujours été heureux... J'étais désespérée. Et en colère... Je les détestais. »

Tirage au sort

Par tirage au sort, 7NG a attribué aux familles considérées comme « propriétaires » de leur logement de Dey Krahom des appartements sur le site de relogement. Les locataires et les vendeurs à l'étal ont été abandonnés sur le bord de la route et livrés à eux-mêmes. Près d'un an plus tard, ces familles ont été transférées vers un site éloigné et désert de la province de Kandal, à 40 kilomètres au nord-ouest de Phnom Penh. Certaines y vivent aujourd'hui dans la pauvreté absolue.

La mère de Sophal s'est installée dans un temple bouddhiste. Elle ne s'est toujours pas remise du traumatisme de l'expulsion. Ses frères et sœurs se sont éparpillés. Certains ont déménagé en province pour repartir de zéro ; d'autres sont locataires près de la ville. Sophal et son mari ont fini par emménager dans un appartement du site de relogement.

Damnak Trayoung est en réalité l'un des meilleurs sites de relogement autour de Phnom Penh. De nombreuses autres familles, elles aussi expulsées du centre ville, n'ont rien obtenu d'autre qu'un lopin de terre nue sur un site isolé et sans aucun service. Malgré cette chance relative, il est quasiment impossible pour Sophal de survivre à Damnak Trayoung. Au début, explique-t-elle, « pour survivre au quotidien, il fallait que je trouve des liserons et des crabes dans les rizières. » Elle ne pouvait pas payer le raccordement à l'électricité ni l'eau. Donc, raconte-t-elle, « tous les jours j'allumais une lampe à huile et j'allais chercher de l'eau à l'étang pour faire la cuisine. »



Des familles ont bénéficié de prêts de 1 000 dollars des États-Unis. « Mais les membres de ma famille ont perdu leurs emplois », rappelle Sophal. « Par conséquent nous n'avons pas osé emprunter. Nous avons peur de ne pas pouvoir rembourser. D'autres, des pauvres et des démunis, ont accepté. Certains ont utilisé ces prêts pour se raccorder à l'électricité, avoir accès à l'eau courante, etc. »

Les choses ont été rendues encore pires lorsque Thida, qui n'avait que deux mois à l'époque, a rencontré des problèmes respiratoires après l'expulsion. Une pneumonie a finalement été diagnostiquée. « Ma fille a entamé un traitement, car elle maigrissait à vue d'œil et n'avait plus que la peau sur les os », dit Sophal. « Personne ne pensait qu'elle survivrait... J'ai emprunté de l'argent à la famille de mon mari pour l'envoyer à l'hôpital, pour qu'elle puisse être soignée. Elle s'est rétablie après environ un an. Mais j'ai tout perdu. »

Roth Sophal a témoigné auprès d'Amnesty International les 28 et 29 avril 2011.



De gauche à droite: Sophal avec sa famille. Sophal, Thida et son mari Sokha devant les panneaux « À vendre » à Damnak Trayoung, Phnom Penh, en juin 2011.



© Amnesty International

“

Lorsque je suis arrivée à Damnak Trayoung, j'ai regardé autour de moi. Je me suis sentie vraiment désespérée. Et en colère. Je les détestais.

”

HONG

“

Prey Lang est un refuge pour les peuples autochtones, une maison que l'on habite, une maison de liberté. Sans Prey Lang, nous ne pouvons pas survivre.

”

Phouk Hong dans la forêt de Prey Lang, dans la province de Preah Vihear, en juin 2011.





La forêt de Prey Lang, au nord du Cambodge, est sans aucun doute la zone la plus étendue dans laquelle vivent principalement des peuples autochtones encore présents dans le pays. Les ressources de la forêt fournissent des moyens de subsistance à quelque 200 000 personnes, vivant dans les 339 villages autour de Prey Lang. Beaucoup sont d'origine kuy. Récemment, des entreprises ont obtenu des concessions pour des plantations agro-industrielles et des exploitations minières couvrant d'importantes portions de Prey Lang. Les autorités n'ont pas obtenu l'accord préalable de la population locale, malgré la destruction des forêts traditionnelles et les restrictions d'accès à certaines parties des terres ancestrales. Elles ont ainsi agi en violation de plusieurs traités internationaux de protection des droits humains et de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Les activités des entreprises menacent la capacité des communautés kuy à utiliser, mettre en valeur et contrôler leurs terres et ressources traditionnelles.



Hong, une femme kuy de 38 ans, a cinq enfants. Pleine d'énergie, elle marche à travers les arbres et les broussailles de la forêt de Prey Lang. De temps en temps, elle s'arrête et décrit les propriétés médicinales de certaines plantes. Elle explique que lorsqu'elle était enfant, son grand-père lui a appris à reconnaître certaines plantes médicinales. « Ces médicaments sont efficaces », dit-elle. « Certains vous guériront plus vite que ceux de l'hôpital. »

Pour Hong et pour les habitants des villages environnants, la forêt est essentielle car elle permet de satisfaire les besoins fondamentaux, notamment en nourriture, eau et médicaments. Beaucoup d'entre eux sont kuy, l'un des plus importants peuples autochtones du Cambodge, parmi les quelque 25 répertoriés. « Prey Lang est, selon moi, un refuge pour les peuples

autochtones », explique Hong. « Comme une maison que l'on habite, une maison de liberté et de confort... Une maison d'abondance. » Les Kuy, tout comme leurs ancêtres, se considèrent comme les gardiens de la forêt. Leurs croyances et leurs pratiques animistes sont profondément ancrées dans leur environnement et leur relation avec la forêt. Prey Lang signifie « notre forêt » en langue kuy.

Prey Lang s'étend sur quatre provinces du nord du Cambodge. Ses frontières précises ne sont pas délimitées car elle n'a jamais été officiellement reconnue comme forêt protégée. Mais la région de Prey Lang, qui va du Mékong au Stung Sen, couvre 3 600 kilomètres carrés, dont environ 80 000 hectares de forêt inviolée. D'une riche biodiversité, elle abrite des espèces rares et menacées d'arbres et d'animaux.



De haut en bas : forêt de Prey Lang, extraction de la résine, combustible dont Hong et sa communauté dépendent. Juin 2011. /Zones de Prey Lang rasées pour des projets miniers.



Depuis les années quatre-vingt-dix, la forêt est de plus en plus menacée par les entreprises qui abattent les arbres et qui, depuis peu, s'intéressent au potentiel minier de cette région riche en ressources. Elles sont de plus en plus nombreuses et contrôlent de grandes étendues de forêt. Les Kuys peinent donc à gérer la terre selon leurs coutumes. « Notre survie dépend entièrement de Prey Lang. Sans elle, nous ne pouvons pas vivre », affirme Hong.

Selon Hong, qui a grandi à la périphérie de Prey Lang, les habitants trouvent presque tout ce dont ils ont besoin dans la forêt. « Il nous suffit d'aller dans la forêt ensemble ; [elle n'a] pas de frontières », dit-elle. « Si nous avons besoin de légumes pour cuisiner, nous allons dans la forêt. Parfois, nos chiens chassent le cochon sauvage pour les repas... [nous pouvons aussi] pêcher à l'étang. »

Prey Lang est parsemée d'étangs alimentés par des sources qui sont d'importants points d'eau. Hong explique que le combustible utilisé pour les tâches domestiques provient également de la forêt. « À Prey Lang, où je vis, je n'utilise que des lampes à résine. Nous découpons et imbibons des feuilles de preal dans la résine récoltée et nous les brûlons pour nous éclairer... Lorsque je cuisine, je brûle des feuilles imbibées de résine, auxquelles j'ajoute du bois de chauffage pour faire cuire le riz et la nourriture. »

La résine extraite des troncs d'arbre est une source d'énergie pour les villageois. C'est aussi un moyen de subsistance important et parfois lucratif pour des dizaines de milliers de personnes. La méthode de combustion contrôlée utilisée pour entailler les troncs n'abîme pas les arbres. Le village de Hong ramasse et vend également du rotin, des plantes grimpantes et d'autres produits forestiers non ligneux.



Dans le sens des aiguilles d'une montre à partir de la gauche: Phouk Hong et son mari Yan Ty sur le perron de leur maison, à Phneak Roluek, dans le district de Chey Sen (province de Preah Vihear), juin 2011. / Hong et sa famille. / Hong organise une manifestation à Phnom Penh, capitale du Cambodge, le 25 mai 2011.





Hong explique que de petites sommes d'argent servent à acheter des produits comme du sel, des épices et des objets pour la maison.

Mais la plupart des ressources proviennent de la forêt ou sont cultivées sur son sol fertile. Elles sont ensuite partagées entre les villageois ou échangées contre d'autres denrées.

« Nous vivons ici dans le respect de nos traditions et coutumes, [qui reposent sur] l'entraide. Si nous parvenons à nous procurer du poisson ou de la viande, nous partageons. Nous ne faisons pas vraiment de commerce. »

Le peuple kuy cultive la terre selon un système de rotation des cultures qui s'organise en accord avec ses croyances spirituelles. Hong explique: « En novembre, nous prions l'esprit Banchoul Arak, pour qu'il puisse nous dire quelle forêt nous pouvons exploiter pour l'année à venir. Nous écoutons ses paroles... L'année suivante, nous demandons au même esprit et changeons de forêt. Après trois ou quatre ans, nous revenons à la première forêt. C'est la tradition. »

La survie du village, la satisfaction des besoins de ses habitants et leur spiritualité dépendent de la forêt. Hong accorde donc une importance considérable à sa préservation pour ses enfants et petits-enfants. « Je veux protéger la forêt de Prey Lang pour les générations futures... pour qu'elles soient heureuses, tout comme moi aujourd'hui. »

L'arrivée des entreprises

De puissants groupes politiques, commerciaux et militaires cambodgiens exploitent les ressources de Prey Lang. Malgré le tollé croissant des habitants et des ONG, ils continuent à nier la place centrale de la forêt dans la vie quotidienne de quelque 200 000 Cambodgiens et son

importance pour l'identité spirituelle et culturelle des Kuys. De plus, il est de plus en plus clair que Prey Lang a une grande valeur écologique et environnementale. Elle fait notamment office de bassin hydrographique, qui empêche les inondations pendant la saison des pluies et libère de l'eau pendant la saison sèche.

En 2002, sous l'intense pression de la communauté internationale, les autorités ont mis un terme à l'octroi de nouveaux permis d'abattage des forêts cambodgiennes. Les concessions d'abattage ont cessé de fonctionner et, malgré la coupe illégale d'arbres, la déforestation a momentanément ralenti. Mais de puissantes entreprises forestières ont rapidement trouvé une couverture légale à leurs activités.

Le contrôle de Prey Lang passe par l'attribution de concessions foncières pour des plantations agro-industrielles, comme le caoutchouc, et de concessions minières pour le fer, le minerai, le cuivre, l'or et d'autres ressources. Selon les observateurs, ce système a ouvert la voie à une nouvelle forme d'exploitation de la terre, plus destructrice, menaçant Prey Lang. La conversion de la forêt en plantations implique d'abattre de grands arbres souvent précieux, puis de labourer la terre. Cela transforme radicalement le paysage et réduit à néant toute possibilité de repousse de la forêt.

Ces accords sont souvent secrets et l'opacité est la règle en matière d'attribution de terres à des intérêts privés. Il est donc souvent impossible d'obtenir des informations précises ou de les vérifier. En 2010, au moins 27 des concessions foncières et autorisations minières attribuées concernaient la région de Prey Lang. Dans certains cas, ces concessions sont protégées par des forces de police ou militaires privatisées qui empêchent les villageois d'y pénétrer et d'avoir accès aux ressources dont ils dépendent.



© Amnesty International

L'une des concessions minières, octroyée en 2007 à une entreprise coréenne du nom de Kenertec Resources, détient les droits d'exploration sur une zone couvrant une étendue importante de Prey Lang, dont le village de Hong, Phneak Roluek, et selon elle, des terres sacrées kuys. Hong dispose de très peu d'informations sur les activités minières, sur l'entreprise ou sur les limites de la zone de concession. Elle ne connaît pas non plus les projets de Kenertec Resources ni leurs conséquences pour son village, l'accès à la forêt ou d'autres aspects de la vie de sa communauté. Elle précise que les habitants des villages ne sont pas consultés. « Une entreprise qui veut investir ne cherche jamais à se renseigner sur les populations locales ni à engager le dialogue avec elles. Elle ne s'adresse qu'au chef du village ou aux autorités municipales, c'est tout. »

Hong craint que la présence de l'industrie minière n'empêche sa communauté de continuer à exploiter la terre et la forêt selon la tradition. Selon elle, certaines entreprises « emploient des soldats pour monter la garde jour et nuit... Si les habitants pénètrent dans les concessions minières, cela cause des problèmes ; ils nous menacent. Ils sont armés... Certains d'entre

nous ont demandé pourquoi ils ne peuvent pas circuler librement si ces terres appartiennent à la communauté. On leur a répondu qu'elles appartiennent aux entreprises, que le gouvernement les leur a déjà données et que des papiers le prouvent. »

Elle craint également que les habitants n'aient bientôt pas d'autre choix que de partir, chassés par une entreprise ou faute d'accès aux ressources nécessaires pour survivre dans la région. « [Parfois] je suis certaine que nous serons expulsés », dit-elle. « S'ils s'enfoncent toujours plus profondément dans la forêt, ils finiront par nous expulser, tout comme dans les autres provinces. »

En 2002, Hong a réalisé que des pans entiers de Prey Lang, situés près de son village, disparaissaient rapidement. « Au début, j'ai vu [le représentant d'une entreprise] venir s'entretenir avec le chef du village, mais je ne savais pas s'ils avaient conclu un accord. À l'époque, on ne savait pas grand-chose », précise-t-elle. « Les villageois ont entendu dire qu'ils pourraient travailler comme ouvriers agricoles une fois l'entreprise installée... Au bout de six mois, ils se sont rendu compte que les chambak et les chbah

[arbres à résine], qui sont des biens communs, avaient été massivement abattus. Ils n'étaient plus autorisés à se rendre dans la forêt pour rapporter des produits forestiers non ligneux. Ils ont alors compris qu'ils allaient finir par perdre leurs revenus, leurs clients et les produits forestiers. Et ils se sont demandé si leur forêt pouvait être conservée de cette façon. »

« C'était mon droit »

Hong se souvient d'une ONG cambodgienne « venue pour former et mobiliser les habitants. Ils nous ont parlé de non-violence active et de campagnes de mobilisation. » Cela a éveillé sa curiosité. Elle n'a pour ainsi dire pas eu accès à l'éducation quand elle était enfant, car les établissements scolaires étaient rares et parce que sa famille avait besoin qu'elle prenne soin de sa mère malade et qu'elle contribue à rapporter de la nourriture.

« En 2002, se souvient-elle, je n'avais aucune idée de ce qu'était une communauté. À l'époque, je me trouvais très bête... Lorsque l'ONG est arrivée, raconte-t-elle, je me suis tout de suite sentie motivée. » Hong a raconté aux formateurs qu'un soldat avait refusé de la laisser vendre de la résine. « J'ai déclaré que c'était mon droit d'en vendre à qui je voulais. Je n'arrivais pas à croire que j'avais dit "c'est mon droit" alors qu'on ne m'avait jamais rien appris sur mes droits. »

Le premier geste qu'Hong a fait pour protéger Prey Lang a été d'apposer son empreinte digitale sur une pétition et d'encourager les autres à faire de même. Elle a rejoint un groupe de 240 militants et a voyagé avec eux jusqu'à Phnom Penh. Là-bas, ils ont exprimé au gouvernement leurs craintes concernant l'abattage des arbres et ont transmis leur pétition au roi.

Depuis, Hong est devenue une dirigeante communautaire active. Elle n'a presque plus de temps à consacrer aux tâches domestiques car elle est trop occupée « à protéger Prey Lang, à voyager de village en village », à lancer des pétitions, organiser des manifestations et à participer à des patrouilles communautaires dans la forêt. Elle a participé à plusieurs formations sur les droits humains, le droit cambodgien et la sensibilisation. C'était la première fois de sa vie qu'elle allait à l'école. Aujourd'hui, Hong enseigne aux autres. « J'enseigne beaucoup de choses à [ma communauté]. Parfois j'enseigne à la pagode, parfois à l'école ou encore, pendant nos discussions entre femmes, à la maison. »

L'engagement de Hong a changé sa vie de femme kuy analphabète. « La plupart des Kuys sont analphabètes », explique-t-elle. « En général, dans les zones rurales, cela leur vaut le mépris des autres. Par exemple, tout le monde me regarde de haut... L'analphabétisme rend la condition d'enfant autochtone difficile à vivre. Lorsqu'on va au marché, les gens disent que les Kuys sont stupides, qu'ils ne savent même pas lire l'alphabet. Cela me blesse profondément et je suis très inquiète que mes enfants ne sachent pas lire ni écrire. »

Hong continue : « Nous devons nous instruire, pour que les autres ne nous méprisent pas, ne portent pas atteinte à nos droits. J'apprends petit à petit. » Elle considère également l'instruction comme un élément essentiel de la protection de Prey Lang à long terme. « Je veux que mes enfants connaissent les lois, pour défendre les forêts... Lorsque nous connaissons les lois, personne ne pourra plus porter atteinte à nos droits. »

Une femme dirigeante

En tant que femme, Hong a également dû combattre les préjugés au sein de sa propre communauté concernant le rôle et les aptitudes des femmes. Elle indique que « dans la société, l'égalité des sexes n'existe pas. Certaines femmes se sous-estiment et pensent qu'elles sont inférieures aux hommes. Mais moi, je pense que je vaudrais autant qu'un homme », affirme-t-elle en souriant.

« [Avant] j'avais l'impression de ne pas être capable de faire certaines choses. Mais depuis que je m'investis pour la collectivité, je suis déterminée à faire tout ce que je peux pour apprendre. Je pense que le savoir peut dissuader les hommes de me regarder de haut... Depuis deux ans, j'apporte ma contribution en tant qu'élue du village. Un jour je me suis dit : "C'est formidable, je peux être utile même si je suis une femme." Aujourd'hui, je suis fière de moi-même... Je fais bouger les choses et je suis une femme qui représente sa communauté. »

« Je veux préserver la forêt, gagner ma vie selon la tradition, petit à petit. »

Malgré les réussites personnelles de Hong, le savoir qu'elle a acquis et une meilleure organisation entre les communautés touchées, les menaces pesant sur Prey Lang se sont accrues. D'autres entreprises bénéficient de concessions foncières pour créer de nouvelles plantations sur de grandes étendues sur lesquelles vivent les villageois ou dont ils dépendent. Une entreprise vietnamienne, CRCK Rubber Development, a reçu 6000 hectares en 2010. En 2011, environ 400 personnes ont tenté de manifester devant les locaux de CRCK contre la destruction de la forêt. L'armée et la police locale les en ont empêchées en tirant en l'air et en pointant leurs armes sur les manifestants.

Le mois suivant, Hong a pris part à une mobilisation au cours de laquelle les villageois ont exigé d'obtenir des informations de PNT Co Ltd, une entreprise détenant une autre concession pour l'exploitation du caoutchouc dans les environs. « Nous sommes allés plaider notre cause », explique Hong. « Nous avons demandé à l'entreprise de nous montrer l'autorisation nécessaire au démarrage de l'activité et de nous indiquer quel ministère l'avait délivrée. PNT nous a évacués et menacés ; elle a refusé de nous montrer l'autorisation. »

Dans le village de Hong, il n'y a ni école, ni centre médical, ni électricité, ni route goudronnée. Mais, selon la jeune femme, « pour nous, peuples autochtones, les mauvaises routes n'ont pas d'importance car nous voulons vivre libres. Si les routes sont plus praticables, le risque de perdre notre terre sera plus important car les entreprises pourront accéder plus facilement à la région... Nous ne sommes pas très enthousiastes à l'idée de voir arriver les entreprises. »

Hong pense que « sur le court terme, le développement peut générer de la richesse... Mais une fois l'argent dépensé, les villageois n'auront plus rien : ils auront perdu leur terre et ses richesses naturelles. C'est ce qui s'est passé dans d'autres villages. C'est pourquoi je refuse cette option. Je préfère préserver ma terre et la transmettre à mes enfants, mes petits-enfants ou quiconque n'ayant pas de foyer... Je veux préserver la forêt, gagner ma vie selon la tradition, petit à petit. »

Hong a témoigné pour Amnesty International le 26 mai 2011.



Hong avec son mari, Yan Ty, et ses fils, Yan Phanna and Yan Vanna, juin 2011



© Amnesty International

“

Aujourd’hui, je suis fière de moi-même... Je fais bouger les choses et je suis une femme qui représente sa communauté.

”

HEAP

“

Quand j'ai un ou deux kilos de riz, je partage avec les autres. Si leurs enfants tombent malades, j'aide à les amener à l'hôpital. Comment faire autrement quand on est dans la même situation ? On affronte les difficultés ensemble.

”

Ten Heap dans le village de Pnit, commune de Chi Kreng. Siem Reap, mars 2011.





Le 22 mars 2009, 175 familles de la commune de Chi Kren, dans la province de Siem Reap, ont été expulsées de force des terres agricoles dont elles dépendaient pour leur nourriture et leur subsistance depuis la fin des années quatre-vingt. Quelque 80 agriculteurs de Chi Kren tentaient de récolter du riz sur les terres en litige lorsqu'ils ont été encerclés par des policiers et des militaires accompagnés par des représentants du gouvernement, qui leur ont ordonné de quitter cet endroit. Lorsque les paysans ont refusé de partir, la police a ouvert le feu, atteignant et blessant sérieusement quatre des villageois. Douze villageois ont été arrêtés et reconnus coupables de crimes divers, puis emprisonnés au terme d'un procès inéquitable. Tous ont cependant retrouvé la liberté en juillet 2011. Mais leurs terres agricoles restent interdites d'accès aux familles de Chi Kren.

Mars 2009. La saison des récoltes venait de commencer à Chi Kren. Le mari de Heap, Savoeun, comme un grand nombre d'autres villageois, était en route pour moissonner leur rizière. En lui disant au-revoir alors qu'il partait pour commencer la récolte de leur rizière, Heap ne pouvait pas savoir que quelques heures plus tard lui et quelque 80 autres paysans seraient la cible de menaces et de tirs de la police et que Savoeun allait être arrêté.

Ce devait être, de fait, la dernière fois que les paysans prenaient le chemin des rizières pour la moisson parce que, un peu plus tard ce jour-là, les forces de sécurité allaient leur interdire l'accès à la terre. Ce matin-là allait marquer le violent paroxysme d'un conflit foncier entre 175 familles de Chi Kren et des hommes d'affaires disposant de relations influentes et bien placées, qui affirmaient avoir acheté ces terres à d'autres.

Heap, âgée alors de 25 ans, s'affairait à ses tâches domestiques quand des villageois terrifiés qui avaient fui les affrontements ont fait irruption dans sa maison, en criant que son mari avait été arrêté et était détenu au bureau du gouvernement de district. Heap s'est précipitée pour voir Savoeun qui a expliqué ce qui s'était passé. Alors qu'il avait rejoint les autres paysans dans la rizière pour la récolte, ils avaient été encerclés par une troupe d'environ 100 policiers et militaires, sous le commandement du procureur de Siem Reap, le gouverneur adjoint de la province et le gouverneur du district, qui leur ont ordonné d'évacuer les lieux. Quand Savoeun et les autres villageois ont refusé de partir, la police a ouvert le feu.

Quatre paysans ont été touchés et grièvement blessés aux jambes, beaucoup d'autres villageois ont été sévèrement battus, puis attachés et privés de soins médicaux pendant plusieurs heures.





Heap, assise sur les marches de sa maison avec ses quatre enfants, en mars 2011. De gauche à droite: Voeun, Laihuor, Voeun Savong, Ten Heap, Voeun Savan, Voeun Kim Huong.

Quarante-trois villageois ont été arrêtés. La plupart ont été relâchés après avoir signé un document indiquant qu'ils renonçaient à réclamer leurs terres. Cependant, neuf villageois, dont Savoeun qui a refusé de signer la renonciation à ses droits et a été perçu comme un meneur, ont été inculpés de plusieurs crimes, notamment de vol de riz. Savoeun a été conduit à la prison de Siem Reap, à environ 100 kilomètres de chez lui. Dans les mois qui ont suivi, trois autres villageois de Chi Krong ont été arrêtés et détenus en lien avec ce conflit foncier.

En l'espace d'un instant, Heap s'est vu enlever son mari et les terres agricoles de sa famille et s'est retrouvée seule à s'occuper de ses quatre enfants et à tenter de joindre les deux bouts. Heap et Savoeun avaient travaillé dur et s'étaient ménagé une existence correcte dans le village de Pnit.

Ils possédaient une maison de bois toute simple mais de bonne taille, même si elle n'avait ni toilettes ni d'approvisionnement suffisant en eau. Le riz ne manquait pas et ils avaient assez de terre à cultiver. Près de 85 % des Cambodgiens dépendent de l'agriculture pour leur subsistance, et la plupart des foyers ont besoin d'au moins un hectare de terre pour y cultiver du riz et d'autres denrées.

Savoewn travaillait dans le bâtiment et comme chauffeur de moto-taxi entre la saison des semences et celle de la récolte du riz. Dans son temps libre, Heap fabriquait des écharpes cambodgiennes, ou kramas, et d'autres articles pour compléter leurs revenus. Heap et Savoewn arrivaient à éviter les dettes, contrairement à de nombreuses autres familles obligées d'emprunter pour acheter des semences et de l'engrais. Une mauvaise récolte peut laisser ces familles sans autre choix que de vendre leur terre pour rembourser les emprunts à leurs créanciers. C'est une des raisons courantes de la perte de terres.

« Je dois travailler deux ou trois fois plus pour élever mes enfants et nous n'avons plus autant de riz à manger [ni] d'eau à boire. »

Aspirant à une vie meilleure pour leurs quatre enfants et profondément conscients des désavantages auxquels ils doivent faire face du fait de leur propre manque d'instruction, Heap et Savoewn ont fait de leur scolarité une haute priorité. « Mes enfants aiment aller à l'école, explique Heap, parce que mon mari leur dit toujours : " mes enfants, essayez de bien travailler." Je n'ai pas appris à lire et à écrire, c'est pour cela que ma vie est difficile. » Heap se sentait fière et satisfaite de ce qu'elle et Savoewn avaient fait de leurs vies. Et puis, en 2005, a commencé le conflit pour la terre.

Le conflit foncier

Au début, le litige opposait les familles de la commune de Chi Kreng, dont la famille de Heap, qui affirmaient avoir exploité les 475 hectares de terres fertiles depuis la fin des années quatre-vingt, à 44 familles de la commune voisine d'Anlong Damnor, qui revendiquaient elles aussi ces champs. Quand les familles de Chi Kreng ont essayé de réparer un système d'irrigation sur ces terres, des familles d'Anlong Damnor les en ont empêchées en faisant intervenir les autorités provinciales. L'année suivante, les familles d'Anlong Damnor avaient vendu des portions de ces terres à des hommes d'affaires, qui à leur tour ont vendu les terres à d'autres, étrangers à la région. Les familles de Chi Kreng se sont alors retrouvées en conflit avec des individus disposant de relations influentes ou bien placées et du soutien de puissantes autorités du district et de la province.

Les tensions se sont aggravées et, fin 2008, trois habitants de Chi Kreng qui d'après Heap « encourageaient les personnes à réclamer leurs terres », ont été arrêtés et inculpés d'agression physique et de provocation. L'arrestation de dirigeants communautaires qui s'opposent aux expulsions forcées est devenue une méthode de répression et d'intimidation de plus en plus courante, utilisée par des hommes d'affaires puissants, de connivence avec les autorités, pour faire taire les résistances.

En signe de protestation contre ces inculpations, environ 200 villageois ont brûlé des pneus devant le tribunal de Siem Reap et appelé à la libération des inculpés, qui ont été libérés sous caution peu après.

Malgré les tactiques d'intimidation des autorités, la communauté de Chi Kreng a refusé de se soumettre. Elle n'a pas voulu plier devant les

Le mari de Heap, Savoeun, à la prison de Siem Reap. Heap rend visite à son mari aussi souvent qu'elle arrive à réunir les 25 dollars nécessaires pour se rendre à la prison.

intérêts de ceux qui à ses yeux essayaient de voler les terres agricoles dont elle dépendait pour sa subsistance. Les hommes étaient pleins de détermination le matin du 22 mars 2009 en partant moissonner leur riz. Alors que plusieurs d'entre eux de manière compréhensible ont cédé aux pressions pour éviter d'être arrêtés, même après avoir été détenu et condamné lors d'un procès inéquitable Savoeun a continué à tenir tête à l'injustice. Il était néanmoins profondément préoccupé par la lourde charge pesant sur Heap, qui tentait de joindre les deux bouts.

« Un oiseau qui n'a pas de nid »

Restée seule à prendre soin de ses enfants, Heap dit qu'elle se sent perdue. Sans son mari à la maison et ayant perdu ses deux parents (sa mère est morte quelques mois après l'arrestation de Savoeun), elle se décrit comme « un oiseau qui n'a pas de nid. »

« À présent, soupire Heap, je dois travailler deux ou trois fois plus pour élever mes enfants, les envoyer à l'école, et nous n'avons plus autant de riz à manger [ni] d'eau à boire. » Heap et d'autres dans son village qui ont perdu leur terre ont dû trouver du travail comme journaliers, semant et récoltant le riz des autres. On les paye avec du riz ou de l'argent, mais le travail physiquement éprouvant n'est de toutes façons pas bien rémunéré.

Heap décrit la nouvelle situation dans laquelle elle se retrouve comme « pénible » et confie que « en tant que femme confrontée à beaucoup de problèmes, [tels que] de vivre seule et de devoir gagner de l'argent pour élever les enfants, [elle] a quelquefois envie de fuir. » Elle explique : « Je me dis de ne pas trop penser que mon mari n'est pas là ou bien je deviendrais folle... [Je] pense seulement à ce que je vais faire demain pour



trouver de l'argent... et à ce que je vais pouvoir donner à manger aux enfants. »

« Beaucoup d'hommes me méprisent parce que je vis seule », confie-t-elle. « Ils me disent : “tu ne voudrais pas un nouveau mari ? Sinon, qui va t'aider pendant que ton mari est en prison ?” » Les enfants de Heap ont eux aussi souffert du fait de l'emprisonnement de leur père. Heap dit qu'ils rentrent de l'école en se plaignant que les élèves, comme les professeurs, se moquent d'eux : « Si ton père est un prisonnier, un voleur de terre, qui va t'aider ? ». « [Alors] ils n'ont plus envie d'aller à l'école. Ils ont honte... mais quand ils vont voir leur père [en prison], il leur dit de bien travailler à l'école. »

Heap (troisième à partir de la gauche) avec des parents d'anciens détenus du village de Chi Krenng.





© Amnesty International

Entraide

Malgré le poids de ses propres problèmes, Heap fait de son mieux pour aider les autres femmes de son village. « Quand j'ai un ou deux kilos de riz, je le partage avec les autres. Si leurs enfants tombent malades, comme j'ai une moto, j'aide à les emmener à l'hôpital. Comment faire autrement quand on est dans la même situation? On affronte les difficultés ensemble. La raison de notre amour les uns pour les autres, c'est que nous avons la même histoire, les mêmes problèmes... Certaines dont les maris ont été arrêtés sont enceintes et ont de jeunes enfants, alors j'essaie de les aider... Elles doivent élever seules leurs enfants tout comme moi. Elles sont aussi seules que moi... Quand j'y pense, je pleure. »

« Je me sens plus forte parce que j'ai perdu la personne dont je dépends, je dois donc me débrouiller », se dit Heap. Les autres femmes « m'encouragent et m'aident à trouver des idées sur ce que je dois faire... Avant, j'étais une femme au foyer, mais maintenant je sais tout faire. Ce que les hommes font, je peux le faire pour gagner de l'argent pour mes enfants. » Elle dit que dans son village, les femmes sont considérées comme inférieures aux hommes à la fois physiquement et intellectuellement.

« Je ne suis pas d'accord, dit Heap, parce que les femmes ont aussi des idées et des opinions tout comme les hommes. [En fait] les femmes ont plus de travail à faire que les hommes, les hommes se contentent de sortir pour gagner de l'argent [alors que] les femmes ont plein de choses à faire à la maison, comme la lessive, la cuisine, s'occuper des enfants, aller chercher l'eau, allumer le feu, moudre le riz. J'ai entendu des hommes dire que les femmes n'ont qu'à rester à la maison et s'occuper du bébé mais qu'elles n'arrivent même pas à empêcher le bébé

de pleurer... et cela me met très en colère. Si les hommes pouvaient allaiter, je les laisserais faire et [j'] irais gagner de l'argent à l'extérieur », dit-elle en riant. « C'est plus facile. [Si nous étions des hommes], en rentrant nous trouverions le repas tout prêt, nous prendrions un bain et nous irions nous coucher. »

« Aujourd'hui j'ai vu à la télé que certains chefs de village sont des femmes. Un représentant du SRP [le parti d'opposition Sam Rainsy] est une femme... [La députée] Mu Sochua... J'aimerais bien être comme elles, songe Heap, mais je ne pourrais jamais, c'est juste dans mon imagination, parce que je suis vieille maintenant, je ne pense pas que je puisse faire des études. Je demande toujours au [moine] vénérable si je peux venir étudier et il demande : "Vous voulez bien vous asseoir avec les enfants?" et je réponds : "Ça m'est égal, je n'ai pas honte, pourvu que je puisse [étudier]!" »

Son indépendance nouvellement acquise n'est qu'une maigre consolation au regard des épreuves qui lui sont imposées. Heap rend visite à son mari en prison aussi souvent qu'elle parvient à réunir les 100 000 riels (25 dollars US) nécessaires pour le trajet, l'achat de nourriture, de médicaments, de savon et d'autres articles dont il a besoin, et pour acquitter le prix du ticket d'entrée dans la zone de visite bondée, où elle parle à son mari derrière des barreaux de fer.

La prison de Siem Reap a une capacité maximale de 1 000 détenus mais elle en compte actuellement plus de 1 500. Les conditions y sont très mauvaises et Heap dit que Savoeun reçoit pour toute nourriture un petit bol de riz deux fois par jour. Elle n'est pas sûre, cependant, que toute la nourriture et les autres provisions qu'elle envoie parviennent à Savoeun. Elles sont remises aux gardiens qui, d'après elle, y prélèvent leur part.

Heap ne sait pas exactement combien de temps Savoeun va rester en prison parce qu'il a été inculpé de plusieurs crimes, entre autres d'agression physique et de vol de riz, qui sont chacun jugés séparément. Elle se sent profondément frustrée par la lenteur, l'inefficacité et l'iniquité du déroulement du procès et elle raconte comment, à plusieurs reprises, « lorsque la communauté de Chi Kreng était venue pour soutenir les accusés » à la date spécifiée pour la comparution, le procès avait été ajourné... D'autres fois il s'était déroulé sans avis préalable et sans la présence d'un avocat.

Heap déplore l'absence de justice. « Le système de justice cambodgien est toujours partial... le blanc devient noir, quand on a raison, on a tort », dit-elle. « Ceux qui ont le pouvoir et l'argent ont toujours raison. Le gouvernement n'aide pas ses citoyens à devenir riches. Le gouvernement ne fait qu'aider les riches à opprimer les pauvres. »

« Les gens corrompus sont toujours corrompus. Les fonctionnaires continuent d'utiliser leurs relations. Quelle chance ont les pauvres d'être éduqués? »

Heap dit qu'elle voudrait voir le Cambodge se développer, mais pour elle le développement veut dire la justice, l'égalité des droits et une représentation adéquate des pauvres. « Par "développer" je veux dire que les gens qui sont coupables [d'un crime], comme ceux qui ont tiré à Chi Kreng, soient déclarés coupables et les innocents libérés... [Aujourd'hui], dans le système de justice, il y a ceux qui ont assez d'argent pour acheter leur position, alors quelle chance reste-t-il aux pauvres? » demande-t-elle. « Pourquoi le gouvernement ignore-t-il les gens? Chaque fois qu'ils passent à la télé, ils disent toujours qu'ils aident les pauvres.

Aider les pauvres? Comment? Les gens corrompus sont toujours corrompus. Les fonctionnaires continuent d'utiliser leurs relations. Quelle chance ont les pauvres d'être éduqués? »

Heap espère qu'un jour son pays sera une vraie démocratie où les pauvres seront traités comme des citoyens égaux avec les mêmes droits. « Je voudrais que le gouvernement voie les pauvres de ses propres yeux et s'occupe des pauvres... et pas seulement de son pouvoir et de son argent », dit-elle. « Les pauvres ont aussi un cœur et des droits. »

Épilogue : la libération de Savoeun

En avril 2011, deux ans après son arrestation, Savoeun a été libéré. D'après Heap, Savoeun a été obligé de signer un engagement à ne pas revendiquer de droits sur leur rizière et à ne pas tenter d'accéder à cette terre. S'il ne tient pas son engagement, il sera arrêté. Quelque temps après, Heap et Savoeun se sont séparés et elle est partie vivre en Thaïlande.

Ten Heap a témoigné pour Amnesty International le 13 mars 2011.



Heap et ses enfants regardent de vieilles photos.



© Amnesty International

“

Ceux qui ont le pouvoir et l'argent ont toujours raison.
Le gouvernement n'aide pas ses citoyens à devenir riches.
Le gouvernement ne fait qu'aider les riches à opprimer
les pauvres.

”

VANNY

“

Que je gagne ou que je perde,
au final, je serai de toute façon
heureuse d'avoir résisté avec les
autres. Je me battrai jusqu'au bout
pour vivre dans mon ancien foyer.

”

Tep Vanny, lac Boeung Kak, Phnom Penh,
avril 2011.





En 2007, un bail de 99 ans pour le lac Boeung Kak et ses environs, au centre de Phnom Penh, a été octroyé à une entreprise. Plus tard, près de 20 000 habitants étaient menacés d'expulsion. Les offres de 8 500 dollars ou d'un appartement dans un site de réinstallation en banlieue de Phnom Penh ne suffisent pas pour permettre à la plupart des familles de trouver un logement de substitution convenable ou du travail. Beaucoup de familles ayant accepté une de ces offres ont traversé des moments extrêmement difficiles. Les habitants n'étaient pas suffisamment informés sur les projets d'aménagement et n'ont pas non plus été consultés afin d'identifier d'autres solutions que les expulsions ou des offres de réinstallation et de dédommagement. Jusqu'à présent, les tentatives d'obtenir réparation devant les tribunaux se sont révélées infructueuses. Les familles qui continuent à résister aux expulsions forcées ont proposé d'être autorisées à rester, soit dans leurs propres maisons, soit dans des logements construits au sein de la zone du projet d'aménagement. En août 2011, le Premier ministre a donné le feu vert à l'affectation d'une portion du terrain du lac Boeung Kak aux habitants restants pour en faire un quartier d'habitation.

Une photo de Vanny, prise vers ses 20 ans, est accrochée au mur de sa maison. Aujourd'hui âgée de 31 ans, Vanny rit tristement en regardant la photo. « J'étais belle et bien en chair à l'époque », songe-t-elle. « Maintenant, je me sens vieille et usée à cause du stress de l'expulsion. »

Vanny et sa famille vivent sous la menace permanente d'être expulsées de force depuis 2007, lorsque le gouvernement cambodgien a alloué 133 hectares de biens immobiliers de premier ordre, au centre de Phnom Penh, à une entreprise privée.

À l'époque, la zone du bail, qui comprend un lac de 90 hectares, abritait plus de 4 000 familles pauvres ou de classe moyenne, dont celle de Vanny. De nombreuses familles vivant dans la zone allouée ont des droits fonciers

à faire prévaloir, aux termes de la loi foncière cambodgienne, mais ceux-ci ont été ignorés au moment où le gouvernement a octroyé la concession à Shukaku Inc.

La parcelle du village 22 était un cadeau de mariage offert par ses beaux-parents (qui avaient acheté le terrain en 1993) à Vanny et son mari, Chea. Vanny et Chea ont détruit la maison en ruine qui s'y trouvait et mis leurs économies dans la construction de la maison de leurs rêves, complétée d'une petite boutique où Vanny pouvait diriger une petite affaire et vendre des articles domestiques et des cosmétiques.

Elle pouvait s'occuper de ses deux jeunes enfants et tenir le magasin pour compléter la maigre paie de soldat de son mari. Ils profitaient des services et des équipements de la ville : le raccordement à l'eau et à l'électricité à un prix





abordable, une bonne école accessible à pied depuis la maison et un hôpital. Vanny ne veut pas partir. « Nous pouvons avoir un très bel avenir ici », déclare-t-elle.

Vanny est née et a grandi dans la province rurale de Kampot, dans le sud du Cambodge. « Quand j'étais petite, je n'avais jamais imaginé qu'un jour je posséderais une telle maison », déclare-t-elle. Ses parents étaient pauvres et, quand elle était enfant, Vanny devait participer aux revenus de la famille en récupérant des matériaux recyclables. Elle a abandonné l'école en troisième pour aider sa famille à s'en sortir.

Mais elle estimait qu'il était important d'apprendre l'anglais et a donc trouvé un professeur qui l'a acceptée dans sa classe, même si elle ne pouvait souvent pas payer les 100 riels (moins de deux centimes d'euro) pour l'heure de cours. Quelques années plus tard, elle a déménagé à Phnom Penh en quête de travail et d'opportunités. Elle a rapidement trouvé un emploi de réceptionniste et de caissière dans un restaurant.

Vanny est fière de ce qu'elle a accompli à force de travail, de détermination et grâce au secours de ses beaux-parents. Mais sa vie heureuse de femme au foyer de classe moyenne et gérante de sa propre petite entreprise a été bouleversée par la concession de Boeung Kak et la menace d'expulsion forcée. « Ils sont arrivés en 2008 », explique-t-elle. « Les pouvoirs publics [...] n'avaient pas annoncé qu'ils avaient cédé le site du lac Boeung Kak à Shukaku pour un projet d'aménagement. Nous l'avons appris quand la société a installé son bureau ici. »

Un dédommagement insuffisant

La municipalité de Phnom Penh a offert 8 500 dollars aux ménages en dédommagement de la perte de leurs terrains, sans tenir compte de la taille des parcelles ou de la qualité des maisons et des autres biens immobiliers. Une autre option offerte était une réinstallation à Damnak Trayoung, à 20 kilomètres de Phnom Penh. Vanny affirme que personne ne veut accepter cette offre, mais que certains y ont été contraints.

« Comment peuvent-ils refuser, demande-t-elle, quand les autorités leurs disent que s'ils n'acceptent pas, un incendie ou une inondation emportera leur maison et qu'ils ne toucheront pas un riel ? » Elle explique que des policiers et des employés armés quadrillent le village à pied ou à moto pour intimider et menacer les habitants.

Ceux qui ont accepté le dédommagement peuvent tout juste acheter une propriété en banlieue de Phnom Penh, loin de leur travail et des services fondamentaux. Vanny explique que « certains se retrouvent sans argent avant même d'avoir trouvé à acheter et reviennent louer quelque chose dans le quartier de Boeung Kak. D'autres trouvent un logement entre 4 000 et 5 000 dollars mais dans des zones soumises aux expulsions et ils sont à nouveau expulsés ! »

L'autre option proposée aux habitants est de partir pour un site de réinstallation à Damnak Trayoung. Dans tous les cas, Vanny a peur de quitter le centre ville. Elle se demande comment ils feraient pour vivre là-bas et comment ils pourraient payer les frais de transport vers la ville chaque jour pour aller travailler. D'anciens voisins qui ont déjà déménagé lui ont dit que leurs vies étaient devenues plus difficiles. « Tout deviendrait compliqué si nous devons partir », déclare Vanny. « Notre bonheur familial est en train de se dégrader. »



Les ruines d'une maison encore habitée, près de chez Vanny, lac Boeung Kak, juillet 2011



Les familles vivant sur les rives du lac ont subi les premières menaces et les premiers actes d'intimidation en août 2008, lorsque Shukaku a commencé à combler le lac pour le transformer en biens immobiliers de premier ordre. Officiellement, le programme prévoit la création d'un centre commercial, culturel et touristique mais beaucoup pensent que les promoteurs vont simplement fractionner le terrain et le revendre pour en tirer un profit considérable.

Tandis qu'elle parcourt la rue devant chez elle, Vanny fait remarquer que le lac est presque complètement rempli de sable, deux ans et demi après que l'entreprise a commencé à en déverser. Le lac Boeung Kak était un important bassin hydrographique pour la ville et sa transformation en terre ferme a causé des inondations dans les quartiers environnants durant la saison des moussons.

Dans les villages se trouvant sur les rives de l'ancien lac, les installations sanitaires et d'évacuation des eaux usées ne fonctionnent plus, ce qui a créé un risque sanitaire. Durant la mousson, les gens doivent patauger dans les eaux usées et dans certains cas, le niveau de l'eau s'élève au-dessus du sol des maisons, ne laissant aux familles aucun espace sec où dormir. La pompe à sable a été dirigée vers certaines maisons qui ont été submergées par la boue. Les familles n'ont eu d'autre choix que d'évacuer leurs foyers.

Les ruines des maisons en face et à côté de chez Vanny sont tout ce qui reste de la vie de ses voisins ici. Près de la moitié des familles de son village ont cédé devant les pressions et les conditions de vie insupportables et sont parties. Maintenant que le village vit au ralenti, Vanny a dû fermer son commerce autrefois prospère, ce qui rend encore plus difficile de joindre les deux bouts au quotidien.

Ci-dessous: Vanny s'adresse à la presse pendant une manifestation, mars 2011.

La résistance communautaire

La résistance organisée contre les expulsions forcées s'est mise en place en septembre 2008. Des représentants de Boeung Kak ont, avec le soutien d'ONG et d'un avocat cambodgien, déposé une demande d'ordonnance d'interdiction auprès du tribunal municipal de Phnom Penh pour bloquer le comblement du lac jusqu'à ce que la légalité du bail soit établie. Le juge a rejeté la demande et a conclu que le tribunal n'avait pas la compétence pour statuer dans cette affaire, qu'il a définie comme un conflit foncier sur un terrain sans titre de propriété et relevant des attributions de la commission cadastrale.



Les habitants ont fait appel en vain de la décision en affirmant que le mandat de la commission cadastrale était uniquement de se prononcer sur les conflits fonciers concernant des terrains non enregistrés. Ils ont soutenu que la cour était bien compétente pour statuer sur la demande d'ordonnance d'interdiction et pouvait enquêter sur des questions relevant de la légalité du bail et des violations de la loi foncière en découlant. Une autre action en justice visant à faire annuler le bail a été bloquée par le greffier qui a estimé que, conformément au code civil, les frais de justice pour enregistrer la plainte s'élevaient à plus de 40 000 dollars.

De même, les plaintes auprès de la commission cadastrale, de la municipalité de Phnom Penh, de l'Assemblée nationale et du Conseil des ministres ont été rejetées ou tout simplement ignorées. « Les structures existent, mais quand [les gens] envoient des documents, des suggestions ou des demandes, [les autorités] restent silencieuses [...] et c'est pourquoi les gens pensent qu'il n'y a peut-être personne qui travaille pour le peuple et le pays au Cambodge », explique Vanny.

« Je continue à mobiliser la communauté pour donner du courage [aux gens], de sorte que la communauté reste solide et indépendante et réussisse à convaincre les autorités de changer d'avis. »

Vanny a décidé de rejoindre ceux qui résistaient au rachat en 2009. Aujourd'hui, elle est une des représentantes de la communauté les plus volontaires, incitant les habitants restants dans tous les villages autour du lac à se joindre aux manifestations devant l'hôtel de ville et les bureaux de l'entreprise. Vanny explique qu'avec le soutien des ONG, elle a découvert ses droits et les lois, ce qui, dit-elle, l'a rendue, et avec elle sa communauté, « plus courageuse ». « Je continue à mobiliser la communauté pour donner du courage [aux gens], de sorte que la communauté reste solide et indépendante et réussisse à convaincre les autorités de changer d'avis et de respecter leur devoir de servir les innocents, qui sont les vraies victimes, comme les habitants du lac Boeung Kak », affirme-t-elle.

Les femmes en première ligne

Les habitants des rives du lac en sont venus à dépendre des conseils et de l'aide de Vanny. La cour devant sa maison est devenue un bureau

de fortune de conseil. Le groupe de femmes à la tête de la résistance se retrouve régulièrement chez Vanny pour discuter des derniers cas d'intimidation par les autorités locales et de leur stratégie pour continuer le combat.

Fière des femmes qui « travaillent main dans la main dans l'adversité et la joie », Vanny estime qu'elles peuvent « mieux que les hommes » défendre leurs droits. Mais en dépit de l'intégration de l'égalité de traitement dans la législation cambodgienne, elle fait remarquer que, dans la pratique, les femmes ne sont pas traitées en égales des hommes et « ne sont pas bien considérées ». « Parfois, les femmes font des études, mais une fois mariées, elles continuent à rester dans la cuisine ou bien elles montent un petit commerce à la maison. Elles pensent que les femmes ne peuvent pas exercer un travail important, [mais] nous, les femmes de Boeung Kak, depuis l'arrivée de Shukaku, nous essayons de renverser cette idée... Les hommes font leur travail habituel et les femmes font la résistance. »

Une des raisons pour lesquelles les femmes sont en première ligne de la résistance, explique Vanny, est la crainte que les hommes perdent leur travail s'ils militent politiquement. « Au Cambodge, si nous envoyons les hommes porter les revendications et qu'ils ont un travail de ce genre, ils subiront de fortes pressions au travail ou seront rétrogradés. » Les femmes essayent d'éviter la violence, assure-t-elle, mais « les policiers nous frappent quand même, bien que nous soyons des femmes. »

Vanny raconte un affrontement au cours duquel l'entreprise a envoyé près de 100 hommes armés démolir une maison. L'homme n'avait pas accepté l'indemnisation et n'était pas parti. « Du coup, ils ont envoyé ces hommes [chez lui]. Ils étaient très violents avec les gens, très

injustes. Ils ont utilisé leur pouvoir et leurs armes pour effrayer les gens [mais] nous avons résisté ensemble. Les hommes ont aussi participé, mais les femmes sont restées en première ligne car nous avons peur que nos hommes se battent s' [ils] passent devant et que la situation dégénère. C'est pour cela que les femmes restent en première ligne. »

Pour Vanny, le militantisme est devenu un travail à plein temps. « L'entreprise ne dort jamais, dit-elle, nous devons donc rester sur nos gardes. » Vanny a la motivation et se sent encouragée à continuer la résistance, mais elle reconnaît qu'il est difficile de gérer les affaires domestiques en même temps. Elle a dû envoyer ses enfants vivre chez ses beaux-parents et les inscrire dans une école des environs car elle était trop occupée pour s'occuper d'eux correctement. « Je suis un peu inquiète des rapports entre mes enfants et moi », se morfond-elle. « [J'ai] peur que nous nous éloignons à cause du projet d'aménagement de Boeung Kak. »

Contrairement à certains qui pourraient s'irriter de voir leur femme militer plutôt que de préparer les repas et s'occuper de la maison, le mari de Vanny et leurs enfants la soutiennent dans son engagement. Ses enfants lui disent : « Maman, fais attention quand tu sors. Prends soin de toi. »

Leurs inquiétudes sont justifiées. Deux fois, en avril et en juillet, Vanny et d'autres femmes de Boeung Kak ont été arrêtées et ont passé une nuit en détention pour avoir manifesté pacifiquement. Les femmes ont été relâchées sans être inculpées à chaque fois. Ces arrestations n'ont pas dissuadé Vanny, bien qu'elle craigne pour sa sécurité en tant que défenseur des droits humains dans un pays où l'espace démocratique se réduit. « Quand je quitte ma maison, affirme-t-elle, je ne sais pas si je peux m'attendre à rentrer chez moi ou non. »

Une solution gagnant-gagnant

Vanny représente, avec d'autres représentants de la communauté, le point de vue et les exigences de la communauté dans les conférences de presse et les rencontres avec la Banque mondiale et les donateurs bilatéraux du Cambodge. La communauté, avec l'aide d'ONG locales, a mis au point un projet de logement à prix abordable pour les habitants qui veulent rester dans le quartier. Ils ont proposé qu'une petite partie du terrain octroyé à Shukaku soit laissée de côté pour loger les habitants plutôt que de les expulser de leur quartier. Vanny, qui défend ardemment le projet de la communauté, considère qu'il s'agit d'une solution gagnant-gagnant au conflit, même si cela impliquerait de s'installer dans une maison considérablement plus petite que la sienne.

« Quand je quitte ma maison, je ne sais pas si je peux m'attendre à rentrer chez moi ou non. »

Un logement sur place était en effet la troisième option proposée aux habitants par la municipalité de Phnom Penh, mais personne n'avait cru l'offre sincère du fait qu'on leur avait dit qu'ils devraient déménager sur un terrain vide destiné à leur réinstallation loin du centre ville, pendant cinq ans, le temps de construire les nouvelles maisons.

Le 11 août 2011, le Premier ministre a ordonné que 12,44 ha. du terrain du lac Boeung Kak soient donnés aux 800 familles restantes pour y construire des logements.

« Beaucoup de gens pensent que c'est le premier succès des manifestations populaires, et c'est également une expérience et un exemple formidable pour les autres communautés cambodgiennes dans tout le pays », estime Vanny.

« Quand nous avons décidé de lutter pour nos terres et nos maisons, nous n'avons pas pris ça comme un jeu. Nous nous sommes donnés à fond car une défaite aurait un effet désastreux sur le courage des autres communautés. Au contraire, si nous gagnons, cela renforcera beaucoup la motivation et le moral des autres communautés. »

Bien qu'il s'agisse d'une victoire notable pour la communauté, tout le monde ne bénéficiera pas du projet. Les détails concrets doivent encore être mis au point et certaines familles ont été exclues. « Je reste préoccupée par les moyens à trouver pour protéger ce bout de terre et notre communauté, afin de faire en sorte que tous ceux qui se sont battus ensemble puissent bénéficier des [...] 12,44 ha. de terre », explique Vanny.

Depuis qu'elle a rejoint la lutte, Vanny a beaucoup appris sur la société et sur ses droits, et elle a acquis un esprit de communauté et de solidarité : « Je partage la responsabilité de la revendication avec d'autres. Nous sommes très proches. Nous coopérons pour les mêmes raisons, pour nos foyers... Que je gagne ou que je perde, au final, je serai de toute façon heureuse d'avoir résisté avec les autres. »

Et Vanny réaffirme qu'elle n'abandonnera pas : « Je me battrai jusqu'au bout pour vivre dans mon ancien foyer. »

Tep Vanny a témoigné pour Amnesty International les 16 et 17 février 2011 et le 6 septembre 2011.



Vanny, chez elle avec sa fille Ou Kung Panha, son fils Ou Say Anneakreach et son mari Ou Kongchea, avril 2011.



“

Je reste préoccupée par les moyens à trouver pour protéger ce bout de terre et notre communauté, afin de faire en sorte que tous ceux qui se sont battus ensemble puissent avoir quelque chose.

”

POSTFACE

Les femmes qui racontent leur histoire ici ne représentent qu'une part infime des dizaines de milliers de personnes qui connaissent des situations similaires au Cambodge. Ne serait-ce qu'à Phnom Penh, on estime que 10% de la population a été expulsée entre 1990 et 2011. Les programmes de développement et les conflits fonciers sont souvent les signes avant-coureurs des expulsions et, en bout de course, le bien-être des communautés touchées est balayé par les exigences des grandes entreprises.

Les habitations et les moyens de subsistance de milliers de familles sont également menacés par la destruction rapide des forêts et des ressources naturelles du Cambodge. À cause de leur détérioration, les familles dont la survie dépend de ces ressources sont obligées de partir, à la recherche d'autres moyens de subsistance. Certains peuples autochtones sont particulièrement exposés, leur mode de vie économique, social et spirituel étant intimement lié à la forêt.

Les expulsions forcées, l'accaparement des terres et l'exploitation des ressources naturelles menacent les progrès accomplis au prix d'efforts importants dans la réduction de la pauvreté au Cambodge, ces vingt dernières années. La contradiction est flagrante avec l'engagement réitéré du gouvernement royal du Cambodge de réduire la pauvreté et d'améliorer le respect de l'état de droit et des droits humains, pris de façon multilatérale ou bilatérale envers ses partenaires de développement. Ces donateurs ont versé des milliards de dollars d'aide depuis les accords de Paris de 1991.

La protection juridique contre les expulsions forcées

Le Cambodge a l'obligation, au titre de plusieurs traités internationaux relatifs aux droits humains, dont le Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels (PIDESC) et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), de ne pas procéder à des expulsions forcées et de protéger les personnes contre celles-ci. Dans le cadre de leur obligation de respecter et protéger le droit à un logement convenable, les autorités cambodgiennes doivent mettre en place des garanties procédurales à appliquer avant d'entreprendre une expulsion. Ces garanties consistent en une véritable consultation avec les communautés touchées afin d'explorer toutes les solutions viables alternatives à l'expulsion, un préavis suffisant et des recours juridiques pour les communautés, ainsi que le versement d'une indemnisation pour les pertes engendrées et la mise à disposition d'un logement convenable de substitution pour ceux qui ne peuvent se loger eux-mêmes.

Mais les faibles institutions administratives et judiciaires du Cambodge échouent systématiquement à soutenir les droits des familles et des communautés qui se retrouvent expulsées de force par un réseau bien établi d'accapareurs de terres et de bénéficiaires des concessions foncières à des fins économiques. De plus, les auteurs d'atteintes aux droits humains sont rarement traduits en justice.

Bien que la loi foncière de 2001 et la loi sur l'expropriation de 2010 contiennent d'importantes garanties juridiques, elles ne suffisent pas à protéger tous les groupes de personnes des expulsions forcées. Les personnes ne bénéficiant pas d'une réelle sécurité d'occupation (par exemple les groupes vivant dans des quartiers informels sur des terrains publics) trouvent peu de protection dans ces lois. En outre, les protections juridiques existantes sont mal appliquées.

Les peuples autochtones

La loi foncière investit l'État du pouvoir d'attribuer des titres fonciers collectifs aux communautés autochtones. La propriété collective prévoit tous les droits et protections qui régissent la propriété privée. Comme mesure de protection provisoire, la loi prévoit que les communautés autochtones gèrent leurs terres selon leurs traditions, en attendant d'être officiellement reconnues. Dans la pratique, cependant, ces dispositions juridiques sont systématiquement ignorées.

Les droits des peuples autochtones du Cambodge sont protégés par plusieurs traités internationaux relatifs aux droits humains ratifiés par le Cambodge. Ces droits sont également protégés par la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, adoptée par le Cambodge et 143 autres États en 2007. La Déclaration met l'accent sur les droits des peuples autochtones à leurs terres traditionnelles et à donner ou non leur consentement aux activités de développement sur ces terres.

La protection des droits des femmes

Dans ce rapport, chaque femme affronte des problèmes causés par l'échec généralisé de l'État à fournir une organisation et une infrastructure publique en mesure de respecter et de défendre leurs droits. En plus de l'incapacité des autorités cambodgiennes à respecter et à protéger les droits des femmes à un logement convenable, leurs témoignages dénotent l'incapacité de la police, des autorités judiciaires et de l'exécutif à respecter leurs droits à l'intégrité physique et mentale. Dans le cadre des expulsions forcées, les femmes et leurs familles ont été agressées, arrêtées, placées en détention et ont fait l'objet de procès inéquitables.

En 1992, le Cambodge a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), qui garantit, dans la lignée du PIDESC, les droits humains des femmes y compris le droit au logement. Ces textes contraignent les autorités à respecter les droits liés au logement, à mettre en place un système de consultation efficace et à garantir le droit à réparation en cas d'atteinte aux droits des femmes.

Conformément à la CEDAW, le Cambodge est également tenu d'« éliminer la discrimination pratiquée à l'égard des femmes par une personne, une organisation ou une entreprise quelconque ». Il s'agit notamment de lutter contre les pratiques coutumières qui renforcent les stéréotypes fondés sur le genre et l'idée de l'infériorité d'un sexe par rapport à l'autre.

Les femmes sont les premières à résister contre la perte des logements et la destruction des forêts qui ravagent le Cambodge. Quand leur combat n'aboutit pas, elles affrontent de dures épreuves personnelles. Les histoires de ces femmes illustrent notamment le grave impact sur leurs conditions de logement, leurs moyens de subsistance, leur bien-être physique et mental et celui de leurs familles. Elles montrent aussi les barrières considérables qui se dressent devant ces femmes lorsqu'elles essayent d'avoir accès à la justice au travers des institutions administratives et judiciaires publiques qui devraient (mais c'est rarement le cas) protéger et défendre leurs droits, conformément à la loi. Au contraire, les lois et les tribunaux servent trop souvent de moyen d'oppression pour réduire au silence ceux qui osent défendre leurs droits.

MOTS DE LA FIN

« Samdech [le Premier ministre Hun Sen], tous les échelons des institutions gouvernementales... sans exceptions, toutes les organisations [devraient] savoir [ce qui s'est passé] et m'aider... à retrouver mes enfants et mes petits-enfants et à pouvoir me nourrir seule... Je veux récupérer ma terre et ma maison. »

Mai, mars 2011

« Il y a des gens qui menacent et expulsent sans [donner] le moindre dédommagement. Je voudrais demander [au gouvernement] d'intervenir auprès de tous les gens qui connaissent cette situation, qui ont été expulsés sans dédommagement. Certaines personnes qui résistent sont accusées et inculpées, certaines doivent fuir leur village natal pour échapper aux arrestations. Alors je voudrais demander au gouvernement d'aider ces gens, d'aider à résoudre [ce problème] de façon non-violente. Ne laissez plus les [les coupables] s'en prendre aux gens. »

Sopha, mai 2011

« Au nom des peuples autochtones qui vivent dans les régions montagneuses et forestières, je voudrais envoyer un message aux peuples du monde entier, aux organisations et aux donateurs nationaux et internationaux. Je veux que les communautés aient connaissance et prennent acte de tout programme. Ce n'est qu'une suggestion pour le respect de l'égalité des droits. »

Hong, mai 2011

« Un bon gouvernement, un gouvernement irréprochable devrait mieux aider les pauvres. Ce n'est pas que les pauvres n'ont pas d'idées pour les affaires, au contraire. Mais [je veux] que le gouvernement voie les pauvres de ses propres yeux et qu'il s'en soucie plus que maintenant. Ils ne devraient pas se soucier uniquement de leur pouvoir et de leur argent, ni exploiter les pauvres. Les pauvres ont une âme et des droits. »

Heap, mars 2011

« Nous avons bon espoir que [les donateurs] nous aideront car ils viennent de pays démocratiques, ils respectent les droits humains. Ils ne voudraient pas que leurs financements réduisent les gens à la misère, donc je suis certaine qu'ils aideront le peuple cambodgien et pousseront le gouvernement à résoudre ces problèmes. »

Vanny, février 2011

www.amnesty.fr

Amnesty International
76, bd de La Villette
75940 Paris cedex 19
France
© Amnesty International 2011

Index : ASA 23/006/2011 français
Original anglais imprimé par Amnesty International,
Secrétariat international, Royaume-Uni.

Tous droits de reproduction réservés. Cette publication, qui est protégée par le droit d'auteur, peut être reproduite gratuitement, par quelque procédé que ce soit, à des fins de sensibilisation, de campagne ou d'enseignement, mais pas à des fins commerciales. Les titulaires des droits d'auteur demandent à être informés de toute utilisation de ce document afin d'en évaluer l'impact. Toute reproduction dans d'autres circonstances, ou réutilisation dans d'autres publications, ou traduction, ou adaptation nécessitent l'autorisation préalable écrite des éditeurs, qui pourront exiger le paiement d'un droit. Pour toute demande d'information ou d'autorisation, veuillez contacter copyright@amnesty.org.



Expulsions et résistance au Cambodge raconte l'histoire de cinq femmes dont les vies ont été ébranlées par une tragédie qui affecte des milliers de personnes dans tout le Cambodge. Mai, Sophal et Heap ont vécu le traumatisme de l'expulsion forcée, tandis que Hong et Vanny résistent contre les attaques d'entreprises puissantes dont les intérêts menacent leurs foyers et leurs moyens de subsistance, au détriment complet de leurs droits. Qu'elles aient subi une expulsion ou se battent pour leurs terres, ces femmes ont fait preuve d'un grand courage, d'ingéniosité et d'une détermination réfléchie.

amnesty.org/demand-dignity

